l'unité

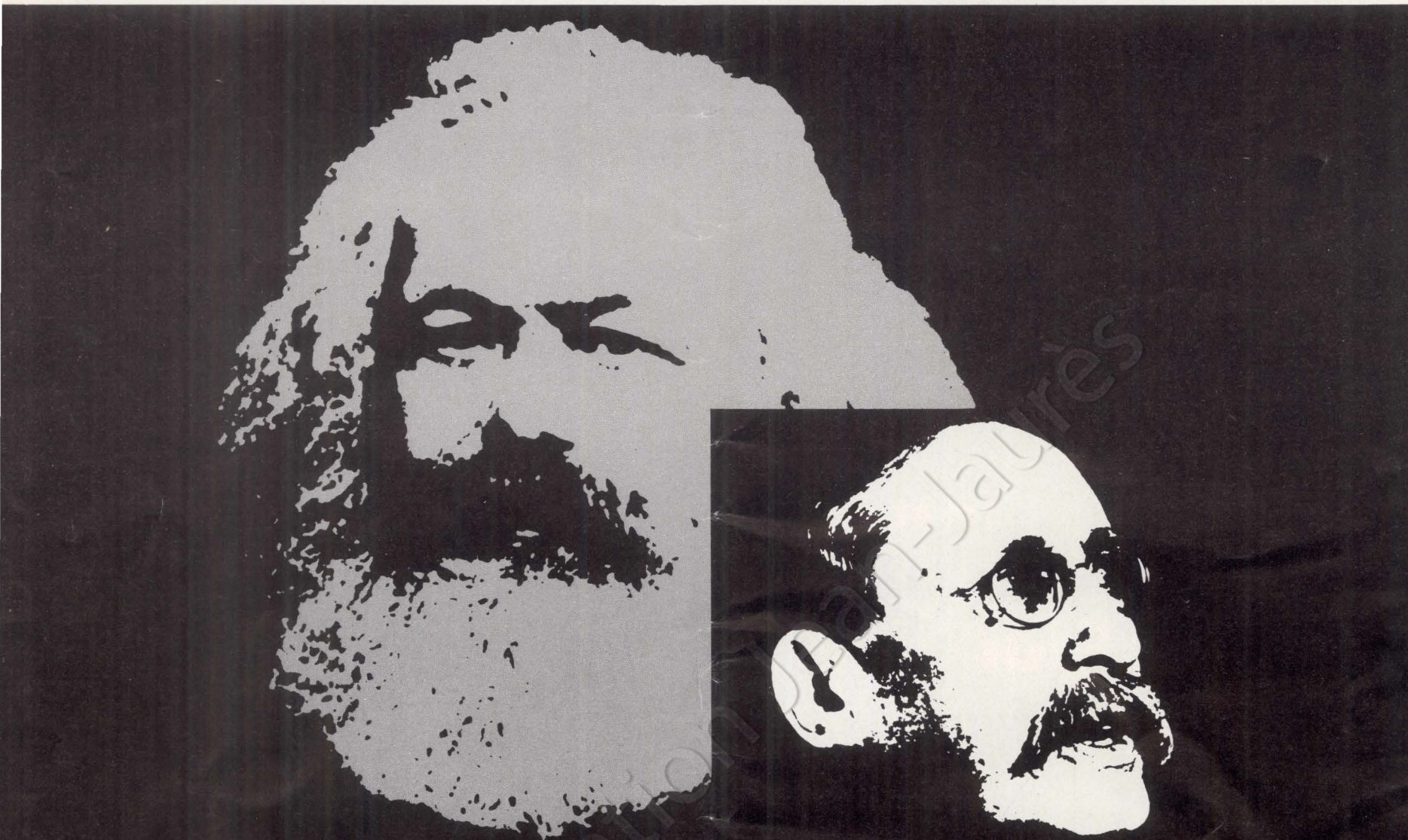
N° 293 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 28 avril 1978

LES MULTINATIONALES FRANÇAISES



P.S.: le débat

APRES L'HUMANITE EN MARCHE MARTINSART PRESENTE



LES GRANDS REVOLUTIONNAIRES

Biographies, analyses politiques, importants extraits de l'œuvre des géants qui ont contribué à forger les événements, qui ont guidé l'humanité vers plus de justice, de liberté, de bonheur.

• Les Géants de 89 : Danton, Marat, Robespierre... • Les Socialistes scientifiques : Marx, Engels, Gramcsi. • Les utopistes, les anarchistes : Fourier, Proudhon, Bakounine... • Femmes et Révolution : Flora Tristan, Louise Michel, Rosa Luxemburg... • Les communistes au pouvoir : Lénine, Trotsky, Tito... • L'Orient : Gandhi, Ho Chi Minh, Mao Tsé Toung... • L'Amérique Latine : Castro, Che Guevara Salvador Allende... • Les Défenseurs des droits de l'homme : Lincoln, Schoelcher, Luther King... • La justice dans la liberté : Jean Jaurès, Léon Blum, Senghor, Dubcek... et bien d'autres.



LHOSTE

Relevons parmi les auteurs : J.P. Biondi, Michel Charzat, J.-Claude Colliard, Régis Debray, Gérard Delfau, Marc Ferro, Abd el Kader Fall, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Jean Lacouture, Jiri Pelikan, Jean Rous, etc.

Huit volumes magnifiquement illustrés, qui présentent l'histoire et l'actualité d'une manière vivante, engagée, porteuse d'espérance.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "Les Grands Révolutionnaires".

Nom Prénom

Profession (facultatif)

Adresse complète

Date Signature

A retourner aux : **Editions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

Fondation Jean-Jaurès

sommaire

France

4

P.s. : le débat, par Claude Estier
- *Parfaire la construction du Parti, par Pierre Maurois*
- *L'âge de raison, par Michel Rocard*
- *Balayer devant sa porte, par Georges Sarre*
- *Prendre la juste mesure des choses, par Louis Mermaz*

8

P.c.f. : Louis Althusser, procureur, par Antoine Violet

Social

9

Licenciements datés du 20 mars, par Michèle Kespi

11

Roanne contre Rhône-Poulenc, par Christine Cottin

Monde

21

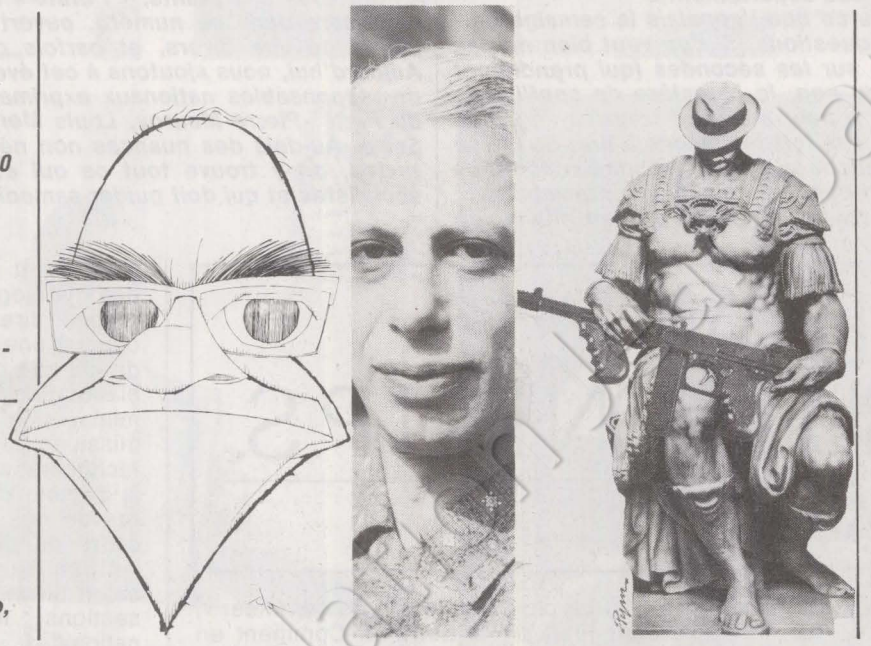
Espagne : La ligne Carrillo, par Antoine Blanca



Document

12

Les multinationales françaises, par Lucien Praire



22

Italie : l'Etat sauvage, par Marc Semo

Les entretiens de « l'Unité »

25

Victor Feinberg : « Le mouvement ouvrier est en train de renaître. » Propos recueillis par Emmanuèle Plas

Livres

27

Une doctrine qui garde ses distances, par Colette Audry

Télévision

34

Voltaire's follies, par Gabrielle Rolin

PHOTOS ET DESSINS
Aigles (page 11), Cagnat (page 27), Coureuil (pages 8, 34), Demoulin (page 1), Keystone (pages 20, 29, 32), Pascal Lebrun (pages 5, 21, 24), Novosti (page 24), Pym (pages 13, 23), Solo (pages 10, 32, 33), Sygma (pages 14, 15, 33).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

P.S.: LE DEBAT

C'EST un débat d'une grande importance que la convention nationale du P.S. va engager ce samedi. Six semaines après les élections législatives, il est, en effet, possible de faire le point sérieusement sur les différents problèmes qui se posent au Parti et qui ont déjà été largement soulevés par les militants au cours des réunions de sections ou d'instances fédérales qui se sont tenues dans la totalité des départements.

Ce débat comporte à la fois ce que j'appelais la semaine dernière de vraies et de fausses questions. Si l'on veut bien ne pas se perdre en vaines querelles sur les secondes (qui prendraient rapidement, qu'on le veuille ou non, le caractère de conflits de personnes), le temps nécessaire pourra être consacré à l'examen des premières, qui concernent à la fois les leçons à tirer du passé récent (y compris en ce qui touche aux insuffisances constatées dans le P.s. lui-même) et la réponse à la grande interrogation : « Que faire maintenant ? ». Cette interrogation portant elle-même sur la vie interne du Parti, son fonctionnement, l'amélioration certes toujours possible — et toujours souhaitable — de la démocratie en son sein et sur son action en direction de l'extérieur qui, en tout état de cause — l'unanimité est déjà constatée sur ce point fondamental —, continuera à s'inscrire dans la stratégie d'union de la gauche contre la droite au pouvoir.

Sur tous ces points, « l'Unité » a, depuis plusieurs semaines, et encore dans ce numéro, ouvert largement ses colonnes aux points de vue divers, et parfois contradictoires, des militants. Aujourd'hui, nous ajoutons à cet éventail une série de « tribunes » de responsables nationaux exprimant les différentes sensibilités du Parti : Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Michel Rocard, Georges Sarre. Au-delà des nuances non négligeables que traduisent ces textes, on y trouve tout ce qui est commun à l'ensemble des socialistes et qui doit guider samedi les débats de la convention.

CLAUDE ESTIER

PARFAIRE LA CONSTRUCTION DU P.S.

PAR PIERRE MAUROY

QUELLES perspectives pour le Parti socialiste au lendemain du 19 mars ? Telle est la question fondamentale à laquelle nous devrons répondre lors de notre convention nationale. Cette convention n'a pas valeur de congrès, puisqu'il ne s'agit pas de remettre en cause une ligne politique — celle de l'Union de la gauche —, mais bien au contraire de décider des moyens concrets par lesquels nous poursuivrons dans cette voie. A ceux qui, au lendemain de l'échec, réclamaient la tenue d'un congrès extraordinaire je demande de réfléchir : quelle portée aurait ce congrès précipité où n'apparaîtraient que les clivages d'hier, où le débat se réduirait à des affrontements de sensibilité ? La réflexion nécessaire dans laquelle nous devons nous engager suppose temps et sérénité.

Cette réflexion se doit, bien sûr, d'être nourrie d'un examen critique du passé. Les militants ont à décider, dans le cadre du « vote du quitus », de l'opportunité de l'action de la direction. Ils ont aussi à préciser le bilan de cette élection, qui reste une victoire dans la défaite : le Parti socialiste enregistre, en effet, le meilleur score de toute son existence. Et, pour la première fois dans une élection législative, il devance le Parti communiste. Ce n'est certes pas la victoire que nous espérions, mais il serait absurde de refuser de voir quel espoir elle représente pour l'avenir. La vie continue, d'autres échéances nous attendent, et tout particulièrement la grande affaire de l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Le maître-mot, c'est donc « poursuivre ». « Le plus simple est de continuer », a écrit François Mitterrand. Comment en serait-il autrement ? Nulle part n'est remise en cause la stratégie d'Epinay : chacun sait que songer à quelque troisième force, répondre à l'appel des sirènes, n'aurait pas d'autre effet que d'offrir un nouveau bail de vingt ans à la droite, tout en laissant la part belle à un Parti communiste qui, dès lors, se dispenserait même d'évoluer. L'authenticité du Parti socialiste lui interdit toute autre voie que celle de l'Union de la gauche.

Il nous appartient cependant d'en définir une nouvelle pratique. Par sa polémique, le Parti communiste nous a donné la preuve malheureuse qu'il n'était pas allé jusqu'au bout dans la remise en cause de son passé. Des voix s'élèvent aujourd'hui en son sein pour le lui reprocher. Il reste à notre partenaire une étape à franchir, celle de la remise en cause du centralisme démocratique. Nous devons apprécier comment, en mettant l'accent sur nos différences idéologiques, nous pouvons peser sur ce débat.

Mais qui nierait que la condition de l'Union de la gauche — et d'une Union de la gauche victorieuse —, c'est un P.s. fort ? Tel est l'enjeu direct des prochains mois. Il nous faut donc parfaire la construction de notre parti, en nous efforçant d'être nous-mêmes pour cristalliser autour de nous une volonté populaire de justice et de changement. La société française se transforme rapidement, laissant apparaître des difficutés graves, comme ces problèmes de la violence, expression de plus en plus fréquente du monde capitaliste. De nouvelles revendications s'imposent à nous : celles des femmes, des écologistes, des jeunes. Il faut reconstruire notre projet en nous attachant à une meilleure lecture des réalités de chaque région. Cela suppose que son élaboration soit le fait de l'ensemble des militants, et non celui de quelques commissions parisiennes, trop empreintes de technocratie. Un plan socialiste doit être la somme des préoccupations particulières de nos militants, exprimées dans le cadre de commissions fédérales travaillant en liaison avec l'échelon national, selon un mouvement de va-et-vient entre sections, fédérations et commissions nationales.

La recherche du projet nouveau est inséparable de celle voulue par tous, d'une plus grande démocratie au sein de notre parti. Notre convention sera l'occasion de discuter sur plusieurs points statutaires essentiels : ceux, notamment, de l'élection des responsables aux différents niveaux locaux, fédéraux et nationaux, de la désignation de nos candidats aux élections européennes et présidentielles, du règlement des contentieux des fédérations. D'autres problèmes attendent aussi d'être résolus : celui du nombre d'élus dans les organes dirigeants du Parti, du cumul des mandats électifs et de l'âge limite de leur exercice, ceux enfin liés à l'expression de chacun à l'extérieur du P.s. Certes, notre convention n'aura ni le temps ni la qualité pour régler chacun de ces problèmes, mais elle doit être l'occasion d'entamer une procédure permettant d'aboutir dans les meilleurs délais à un véritable règlement intérieur de notre parti.

Est-il besoin de dire que c'est là la condition de notre renforcement ? Pour être présents dans les entreprises, auprès des travailleurs et des exploités, nous devons maintenant nous doter d'une organisation plus construite et plus démocratique. La phase constitutive du Parti commencée à Epinay est désormais révolue. Nous devons nous engager dans un effort d'unité et d'identité plus grand encore pour élever au niveau des vrais enjeux historiques le combat contre la droite et le débat entre les héritiers de Jaurès et ceux de Lénine.









BALAYER DEVANT SA PORTE

PAR GEORGES SARRE

Critiquant la direction de son propre parti, Louis Althusser faisait récemment observer (1) que « c'est confondre la dialectique avec la paranoïa que de penser la responsabilité en termes de tout ou rien ».

Les socialistes ne sauraient tomber dans un tel travers : le constat qu'ils font de la responsabilité du partenaire ne peut les dispenser ni les détourner d'un examen autocritique de leurs propres faiblesses.

Soyons clairs !

Nul au sein du P.s., à quelque courant qu'il se rattache, ne peut mettre en balance la responsabilité du P.c.f. et les erreurs de notre parti, et moins encore renvoyer dos à dos les uns et les autres. Personne ne peut douter un instant que le P.c.f. a finalement préféré une stratégie de l'échec.

A partir de cette décision, il était très difficile, voire impossible, de faire revenir le P.c.f. sur son parti pris. De surcroît, le secrétariat national s'est refusé à suivre les propositions du courant 2 qui visaient à réunir les conditions permettant d'exercer une pression maximale sur notre partenaire.

Il est donc fondamental, à notre avis, de déterminer pourquoi et comment le P.s. a pu se laisser enfermer par le P.c.f. dans la logique de la désunion !

La réponse n'est pas, pour l'essentiel, dans certaines erreurs tactiques que la direction de notre parti a pu commettre au cours de la première phase des négociations : triomphalisme excessif, positions de départ trop restrictives et trop longtemps maintenues sur certains points importants comme le Smic ou les entreprises nationalisables. Si les ouvertures faites par le P.s. le 22 septembre et dans les jours qui ont suivi, sur les filiales stratégiques, sur la sidérurgie, avaient été présentées plus tôt, si le Smic à 2 400 F avait été accepté d'entrée de jeu, la direction du P.c.f. aurait perdu l'essentiel des prétextes qu'elle a invoqués pour rompre.

Cela ne veut pas dire que la rupture eût été nécessairement évitée. Ce n'est pas seulement sur le terrain de la tactique que notre parti a perdu le combat de l'union.

Pour le gagner, il eût fallu réunir d'autres conditions et de longue date.

Un fait devrait nous faire réfléchir.

Alors que le P.c.f. a pris publiquement, et quoi qu'il en ait dit, la responsabilité de rompre l'union de la gauche, il a réussi à conserver presque intégralement les voix — sinon la confiance — de ses électeurs. Ceux-ci ne se sont pas — ou très peu — tournés vers le P.s.

→

(1) « Le Monde » daté du 25 avril.

En aurait-il été ainsi avec un P.s. qui se serait donné en temps utile les moyens d'influencer profondément les travailleurs en s'implantant dans les entreprises et les quartiers, en animant les luttes, en mettant l'accent sur les changements profonds qui résulteraient pour notre pays d'une voie socialiste ?

Cette présence accrue du P.s. au sein des travailleurs n'aurait pas diminué les tensions avec le P.c.f. — bien au contraire —, mais, nous rendant plus concurrentiels à son égard, elle l'aurait rendu plus sensible à nos pressions. Elle lui eût interdit de rompre l'unité sous peine de perdre une part importante de ses électeurs au profit du P.s.

Rappeler ces leçons du pssé — celles-là et quelques autres — est indispensable pour préparer l'avenir.

Si l'on en croit les déclarations, personne au P.s. ne remet en cause la stratégie d'union de la gauche.

Une telle unanimité mérite qu'on s'interroge !

Que voudrait dire l'union de la gauche, sans une volonté de gouverner ensemble, sans un programme commun qui exprime et définisse cette volonté ?

Que signifierait la stratégie d'union de la gauche qui n'est pas un but en soi, si nous ne répondions pas de façon précise à l'aspiration vers plus de démocratie, si nous ne traduisions pas clairement et concrètement, dans les faits, la stratégie de rupture avec le capitalisme ?

Nous sommes à la croisée de chemins.

A tous ceux qui parlent d'idées nouvelles, de modernisme, de luttes sans les placer dans une perspective de transition au socialisme, nous devons opposer un ferme refus.

Le parti d'Epinay ne veut pas, sous peine de se défigurer, revenir aux vieilles lunes du dialogue idéologique et de l'union de la gauche sans contenu. L'air est connu. Les résultats aussi. Bref, le P.s. ne veut pas rebrousser chemin.

Les élections du 19 mars démontrent que l'union de la gauche ne se limite pas à une alliance électorale et qu'elle ne doit pas, non plus, rester au stade programmatique, sous peine de régresser, puis de se briser. Elle requiert des convergences stratégiques.

Et maintenant ? Comment renouer le fil ? Comment réunir les conditions qui permettront à la gauche de l'emporter en 1981 ?

Une première évidence s'impose.

L'union de la gauche conçue comme un accord au sommet entre deux directions est dépassée. Pour vivre, grandir, se renforcer, entraîner, l'union de la gauche doit se développer à la base.

Depuis les actions communes contre la politique Giscard-Barre dans les entreprises et sur les marchés, et pourquoi pas au Parlement, jusqu'à la gestion en commun des municipalités, il existe toute une variété de terrains sur lesquels l'union doit être relancée, éventuellement imposée.

Evitons d'aborder la question des relations avec le P.c.f. sous un angle exclusivement théorique ou d'une manière trop conjoncturelle.

C'est le problème du « comment » qu'il faut poser.

Nous devons engager le P.c.f. à expliciter sa conception de la transition, le contraindre à se poser les véritables questions sur sa nature, sur sa conception de l'union, sur sa pratique de la démocratie, donc sur sa conception du parti.

Mais comment y parvenir ?

En faisant juges les travailleurs et l'opinion publique, en les associant à ce débat.

Pour ce faire, il faut conduire la discussion sur le terrain où se posent les questions concrètes de la vie quotidienne des millions de gens intéressés à la victoire de la gauche. Ni la télévision ni les journaux ne peuvent suffire.

C'est ainsi, par exemple, que des militants, socialistes ou non, ont déjà ouvert très concrètement le débat au sein de la C.g.t. sur la nature des liens entre le P.c.f. et cette organisation.

C'est en prenant davantage en charge les problèmes de société, en participant résolument à toutes les luttes démocratiques, en mettant en avant la lutte pour le contrôle, que nous élèverons le niveau de conscience des masses.

Le P.s. qui est aujourd'hui un mouvement, doit devenir un vrai parti.

Nous disposons de trois ans pour réussir.

C'est beaucoup et c'est peu !

L'AGE DE RAISON

PAR MICHEL ROCARD

Parfois, le silence produit d'étranges échos. Depuis le 20 mars, une fois passé les analyses immédiates du verdict électoral, je me suis tu, afin de pouvoir écouter ce que les militants et l'opinion avaient à dire. Et le moment est venu de notre examen de conscience.

Tout résultat se mesure par rapport à l'endroit d'où l'on vient comme à celui que l'on voulait atteindre. Il faut reconnaître, dans un pays de puissante stabilité électorale comme la France, le succès que représentent les 23 % des voix du Parti socialiste, la solidité de l'ancrage à gauche de notre électorat qui s'est traduit par des reports bien supérieurs aux prévisions, le rajeunissement réussi d'une partie importante de notre groupe parlementaire, la confirmation de certaines percées faites aux élections municipales. Ce sont, pour la suite, de forts et solides acquis.

Il faut aussi reconnaître que nous n'avons pas atteint notre but, qui était de donner à la France, pour la première fois sous la Ve République, un gouvernement de gauche. Cet échec est celui du Parti communiste, qui, pour des raisons qui tiennent aux rapports de forces internes à la gauche, aux conditions économiques et sociales actuelles, aux équilibres internationaux, a tout fait depuis le 22 septembre pour créer les conditions du maintien de la droite au pouvoir.

Notre part de responsabilité à nous, Parti socialiste, est de n'avoir pas su échapper à la contradiction entre le fait de ne pas accepter d'autre alliance stratégique que celle de l'Union de la gauche — ce qui vaut pour demain comme pour hier — et le fait que les dirigeants communistes ne voulaient pas du succès de cette alliance dans les circonstances actuelles. Autrement dit, nous n'avons pas su créer les conditions politiques et sociales qui auraient obligé le P.c.f. à avoir une autre attitude.

C'est précisément à cela que nous devons aujourd'hui réfléchir, si l'on ne veut pas que demain les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et c'est pour cela qu'il nous faut donner un contenu nouveau et différent à l'Union de la gauche.

Le débat quantitatif dans lequel nous nous sommes laissé enfermer, sur un certain nombre de mesures sociales ou de réformes comme les nationalisations, confondait en fait les objectifs et les moyens du changement social. Nous devons aujourd'hui retrouver notre capacité d'imagination et de proposition pour préciser notre projet de société, affirmer le contenu concret de cette fameuse « rupture » avec les structures économiques et sociales du capitalisme qui, pour l'immense majorité des gens, n'a jamais été qu'un mot, épouvantail ou tabou, peu importe. Nous devons être d'autant moins complaisants à l'égard du Parti communiste sur le plan tactique et idéologique, que nous considérons l'Union de la gauche comme une nécessité stratégique hors de laquelle toute transformation du pays est impossible. Nous devons retrouver, dans l'affirmation de notre identité socialiste, la rigueur et l'audace, c'est-à-dire la cohérence et la générosité qui avaient forgé l'enthousiasme de 1974.

C'est dire que, loin de craindre le débat, interne et externe, notre parti doit le rechercher, le susciter, l'organiser, à partir de cette convention nationale du 29 avril. Car il nous faut aussi réfléchir à ce que doit être une organisation militante capable d'assurer ainsi la prééminence, à

l'intérieur de l'Union de la gauche, du projet de société socialiste.

Ce doit être un parti ancré sur le monde du travail, mais pas seulement pour additionner le nombre de nos sections d'entreprise comme autant d'objets de fierté, si l'on n'a pas approfondi le rôle qu'elles doivent jouer, pas seulement pour la propagande, mais comme lieu privilégié de proposition de politique économique et industrielle.

Ce doit être un parti ouvert aux interrogations qui ne sont plus marginales, des écologistes, des femmes, des jeunes, des immigrés, de toutes ces minorités sociales qui peuvent former une majorité politique, demain.

Ce doit être un parti démocratique et vivant, capable de puiser dans son histoire comme dans les idées nouvelles ce qu'il y a de meilleur, débarrassé de cette sorte de protectionnisme intellectuel qui limiterait nos débats à de frileuses arguties sur les mots. Après sept ans de rénovation et de reconstruction du mouvement socialiste pour en faire le premier parti de France, nous avons atteint l'âge de raison. Est-il trop tôt pour tenter de redéfinir le mode d'organisation, le type de militantisme et de démocratie interne qui feront des militants, de la direction et des élus du Parti les acteurs à part entière du changement social ?

Réfléchir ensemble, à travers notre convention nationale et après, aux moyens à mettre en œuvre, sur le plan des propositions et de l'organisation, pour que le Parti socialiste soit le premier, non seulement comme force électorale, mais comme force politique et sociale, c'est le seul débat qui ait une actualité et une pertinence, puisque c'est celui qui permet de tirer les leçons du 19 mars et de relancer la dynamique unitaire. Je n'en connais d'ailleurs pas d'autre.

PRENDRE LA JUSTE MESURE DES CHOSES

PAR LOUIS MERMAZ

LA convention du 29 avril va permettre de tirer les conclusions des législatives et de fixer les lignes de force de notre action future.

D'abord, faire un bilan. Le Parti a progressé depuis 1973, bien au-delà d'une simple consolidation.

Mais du fait de la profondeur et de la durée de la crise économique, nous avions pensé jusqu'au dernier moment (souvent jusqu'aux résultats du premier tour) que, malgré le tir de barrage du Parti communiste, nous conservions des chances de l'emporter. Les militants l'ont cru profondément, Cela explique la déception des socialistes et des hommes de gauche.

Un faible écart de voix entre le bloc conservateur et la gauche s'est traduit par une différence de quatre-vingt-dix sièges entre majorité et opposition, à cause du découpage des circonscriptions. La droite est reconduite. Cela ne signifie pas que le Parti socialiste soit vaincu, mais l'idée de la victoire s'était légitimement ancrée dans nos esprits avec tant de force depuis 1974 que le Parti a subi un choc très rude.

Il serait totalement irréaliste de chercher à ce qui s'est passé des explications qui n'en sont pas et de citer seulement pour mémoire la cause principale afin de mieux invoquer des raisons secondaires ou inexistantes du genre de « Il n'y a pas de démocratie dans le Parti », « Nous ne nous appliquons pas à nous-mêmes les principes de l'autogestion », « Nous avons fait une campagne axée sur la satisfaction des revendications quantitatives et nous avons négligé ce qui a trait à la qualité de la vie et des relations humaines », « Nous nous sommes laissé piéger par la vision productiviste du Parti communiste », « Nous avons conclu un accord bâclé le 13 mars », etc.

En égrenant toute une série d'observations de ce type, nous finirons par passer sous silence la cause fondamentale : le Parti communiste a refusé d'aller au pouvoir avec les socialistes dans le cadre de la stratégie d'union de la gauche élaborée en 1972, pratiquée à l'occasion des diverses élections de 1973, 1974, 1976 et 1977. Le Parti communiste a dit non à une victoire qui, sans cela, était certaine.

Voilà une cause d'échec **autrement inquiétante** que toutes les raisons secondes ou supposées que nous pouvons énumérer et dont il est aisé de prendre la mesure, parce que cette cause-là risque de se reproduire.

Il dépend de nous de pallier les insuffisances du Parti et de son organisation, si nous en avons la volonté et si nous nous en donnons les moyens.

Il ne dépend pas uniquement de nous de supprimer aussi aisément la **cause historique** du maintien de la droite au pouvoir en 1978.

Mais la première chose à faire, c'est d'établir les responsabilités dans ce qui vient de se passer. Il serait dramatique pour le Parti socialiste que le jeu des courants (ou des sous-courants) nous empêche de regarder la situation en face : la responsabilité historique du Parti communiste est en train de devenir, dans l'analyse de certains camarades, une donnée somme toute circonstancielle qu'il convient de rappeler avant de passer à l'essentiel, car, entend-on, si le Parti socialiste avait fait comme ceci ou comme cela, nous n'en serions pas là aujourd'hui... Argument de congrès ou de tribune, qui ne doit pas masquer que le Parti communiste a fait barrage (et avait les moyens de faire barrage) à l'arrivée de la gauche au pouvoir et qu'il s'est borné à camoufler ses responsabilités par l'accord du 13 mars ! « Ça y est », titrait « l'Humanité » le lendemain ; mais, hélas ! c'était trop tard. La polémique avait accompli son œuvre destructrice.

Le Parti socialiste ne peut agir désormais comme si cela n'avait pas eu lieu, mais croire que ce qu'il convient de faire à partir de mai-juin 1978 aurait dû être entrepris avant le mois de mars relève d'une étrange illusion d'optique.

Personne au parti depuis 1972 n'a mis en cause, par exemple la nécessité du Programme commun, avec lequel nous avions remporté des succès de taille.

Il serait aujourd'hui très dommageable à notre action de revenir sur les acquis que représentent le programme socialiste et le Programme commun de 1972, ainsi que sur nos propositions d'actualisation de 1977. Il faut enrichir, approfondir, élargir, mais surtout pas renier ou amoindrir.

Mais, à partir de là, dans le cadre d'une totale fidélité à l'union de la gauche, il convient de réfléchir ensemble aux moyens de relancer l'union et de la rendre efficace.

Si nous voulons rompre avec la société capitaliste, créer une société socialiste, il faut renforcer considérablement le Parti socialiste (son organisation, sa pensée, son audience), élaborer à nouveau un programme et un projet de société, créer les conditions qui contraindront les communistes à revenir à une véritable union (pas seulement à une union de façade, qui leur permet de protéger leurs intérêts propres sans participer à un combat **réel,** mené en commun pour une victoire commune).

Il faut donc, sans excès de langage et sans brutalité, mais sans complaisance, établir le bilan des responsabilités ; enfin, il faut, le moment venu, **parler aux communistes,** ce qui suppose qu'il existe en France un Parti socialiste fort et cohérent. Tel est bien l'objet de la convention de samedi.

P.C.F.: LOUIS ALTHUSSER PROCUREUR

Les articles de Louis Althusser publiés par « le Monde » constituent le réquisitoire le plus implacable qui ait jamais été dressé par un communiste, toujours membre du Parti, contre la direction de celui-ci

Savez-vous quel est l'événement de la semaine ? A en croire « l'Humanité », c'est le fait que le quotidien du P.c.f. est diffusé ce vendredi à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires « pour permettre à tous les communistes — et, au-delà, au plus grand nombre de travailleurs » — de prendre connaissance du rapport présenté mercredi au comité central par Georges Marchais sous le titre presque anodin : « La situation politique et les tâches du Parti après les élections législatives ».

Il sera intéressant de savoir si la diffusion de ce numéro « exceptionnel » de « l'Huma » atteindra celle des numéros du « Monde » contenant, depuis lundi, la série d'articles de Louis Althusser : plus de 600 000 exemplaires pour la circonstance, dont un certain nombre ont dû quand même tomber entre les mains de communistes et de travailleurs !

Venant après la série de Jean Elleinstein, après le dernier numéro de « la Nouvelle Critique », après le livre que Jean Rony, membre du comité de rédaction de « France nouvelle », vient de publier sous le titre « Trente Ans de parti, un communiste s'interroge » (Christian Bourgois éditeur), les articles d'Althusser constituent le réquisitoire le plus implacable qui ait jamais été dressé par un communiste, toujours membre du Parti et qui n'entend pas le quitter, contre la direction de celui-ci.

S'agit-il, comme certains observateurs croient devoir le noter, d'une critique « de gauche » par rapport à celle d'Elleinstein, qui serait « de droite », l'historien estimant que le P.c.f. souffre de « pas assez de XXIIe congrès », le philosophe s'efforçant au contraire de mettre en question l'ouverture que celui-ci était censé représenter ? Distinction un peu rapide et pas forcément exacte.

Althusser parle, lui aussi, du « grand espoir soulevé par le XXIIe congrès malgré ses insuffisances et ses contradictions » ; mais après avoir dit d'emblée que « les militants eurent l'impression, terriblement renforcée pendant les derniers mois, que le XXIIe congrès était rangé dans les tiroirs et que tout ce qu'il promettait de démocratie et de liberté était sacrifié au pragmatisme et à l'autoritarisme de la direction ».

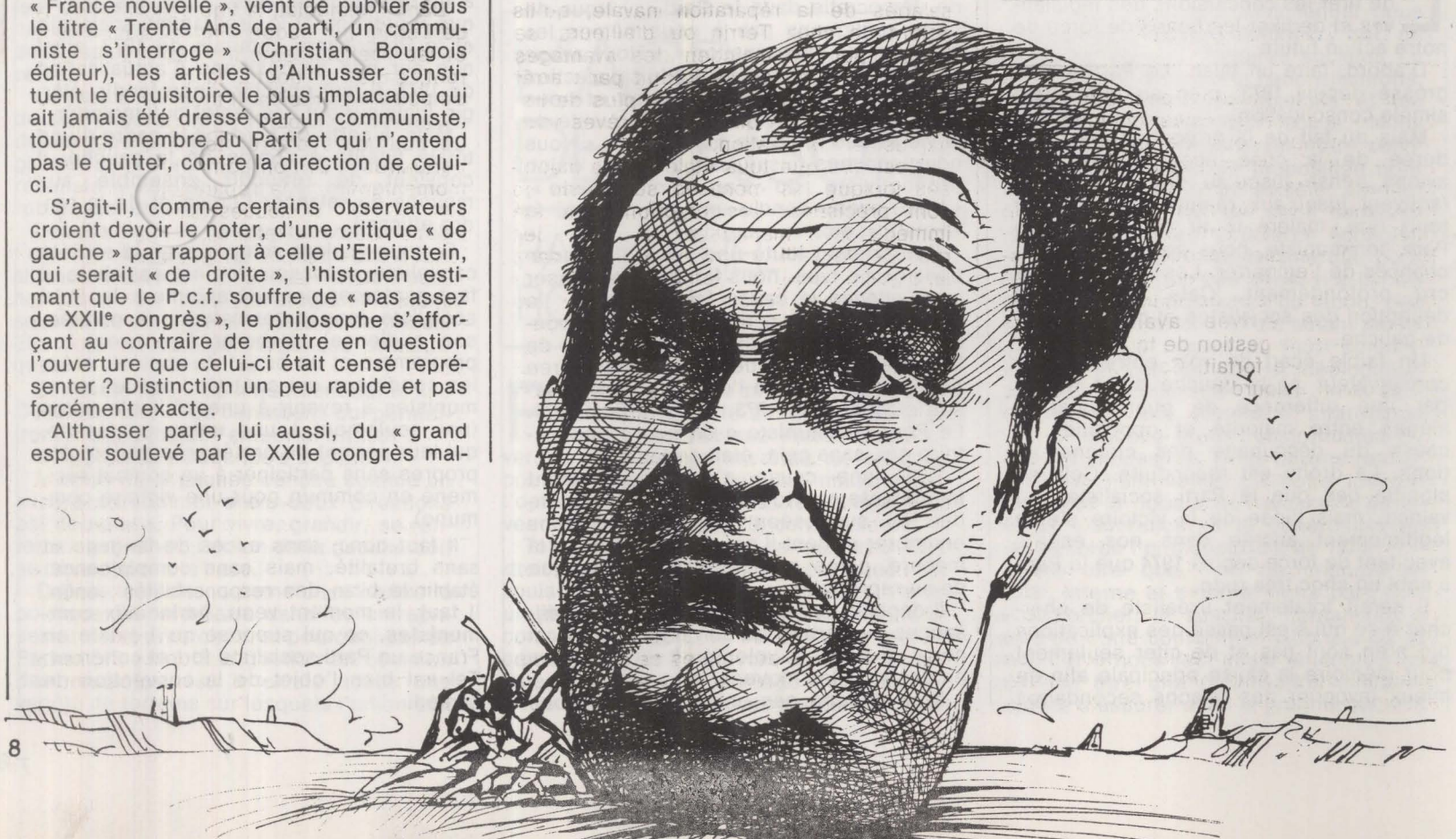
En mettant en lumière « ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste », Althusser a développé au moins deux démonstrations, auxquelles il était bien difficile au comité central d'apporter des réfutations convaincantes. La première concerne le « double langage » de la direction du Parti, la manière dont elle a dissimulé aux militants le tournant stratégique qu'elle avait décidé de prendre et qui a conduit à la rupture du 23 septembre et, en définitive, à l'échec de la gauche : « Ce n'est pas contre la droite que tout s'est joué, mais au sein de la gauche, et c'est le renforcement du Parti contre la menace socialiste qui a été considéré par la direction comme l'objectif numéro un. »

La seconde démonstration d'Althusser, contenue dans son deuxième article, concerne le fonctionnement du Parti, son organisation, cette « machine à dominer », calquée à la fois sur l'appareil de l'Etat et sur l'appareil militaire, « enfermant tout militant de base dans l'étroite colonne montante qui va de la cellule à la section » et que dominent « les permanents responsables qui filtrent soigneusement l'apport de la base en fonction des décisions au sommet ».

Ces démonstrations, qui vont infiniment plus loin que tout ce que les socialistes ont pu dire et écrire en dénonçant les responsabilités du Parti communiste, ont d'autant plus de force qu'elles sont présentées en parfaite connaissance de cause et qu'elles ne sont pas du tout exprimées dans ce langage abstrait qui est souvent celui d'Althusser.

Qu'il s'agisse bien de pratiques réelles, il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de se reporter au livre de Jean Rony, qui se libère en s'interrogeant d'années de colère refoulée, par exemple en mesurant le retard pris par le P.c.f. par rapport au P.c.i. dont l'évolution démocratique, héritée de Gramsci, a toutes ses sympathies. Les anecdotes citées par Rony et qui se situent à des époques différentes montrent précisément avec quelle lenteur les choses bougent place du Colonel-Fabien. Et son jugement rejoint largement les conclusions d'Elleinstein et d'Althusser aussi bien sur la période la plus récente (« La direction du P.c.f. a conduit d'une façon saccadée, instrumentale, dépourvue de sang-froid, parfois démesurée, l'opération de redressement qui aurait dû lui permettre de rétablir une situation que sa propre insuffisance avait contribué à créer. Elle n'a pas évité en cours de route des erreurs qui ont encore rendu plus difficile la tâche à accomplir. ») que sur le fonctionnement toujours figé de l'appareil du Parti : « Il faudra encore beaucoup de courage pour se débarrasser de toutes les séquelles d'un stalinisme qui a imprégné le Parti pendant des décennies ».

ANTOINE VIOLET



LICENCIEMENTS DATÉS DU 20 MARS !

Voies d'eau dans le navire marseillais. La deuxième ville de France est, l'une des premières, touchée par un phénomène que l'on craint partout : les licenciements postélectoraux.

Au premier plan de la scène, l'affaire Terrin. Gaston Defferre n'hésite pas à l'estimer « d'intérêt national ». Car des milliers d'emplois sont menacés.

Le groupe Terrin, avec ses treize entreprises et ses 4 200 salariés, est la première société française de réparation navale. C'est à la maison mère, la Spat (Société provençale des ateliers Terrin), que les menaces de licenciement sont, à l'heure actuelle, les plus précises.

Au printemps de 1977, la Spat — 2 000 salariés — connaît une grave crise financière. Le tribunal prononce alors, en mai, une suspension provisoire des poursuites. En septembre, le directeur général du groupe Terrin, Jacques Bojin, prend en main les rênes de la Spat. Sa mission : éviter le dépôt de bilan. L'Etat désigne un groupe pour venir à la rescousse de l'entreprise en difficulté : les Chantiers navals de La Ciotat deviennent ainsi majoritaires dans le groupe et prennent une option jusqu'en octobre 1978.

Document explosif

Jusque-là, la situation, pour être préoccupante, n'a rien de catastrophique. A la mi-avril, double coup de théâtre. Alors que le comité d'entreprise attend toujours le bilan, normalement rendu public en avril, deux faits viennent révéler que la Spat n'en a peut-être plus pour longtemps. D'une part, Jacques Bojin démissionne de ses fonctions. Tout en précisant que les mesures mises en œuvre depuis son arrivée avaient permis « d'équilibrer la gestion de toutes les filiales », il déclare forfait. Car, explique-t-il, « il apparaît aujourd'hui que certains des intérêts en présence préfèrent attendre que le dépôt de bilan soit inéluctable, plutôt que de donner au groupe les moyens d'éviter ce qui sera une véritable catastrophe sociale pour la région ». De son côté, la C.g.t. publie un document explosif. Il s'agit d'un mémorandum des responsables du groupe Terrin adressé au secrétariat général du Ciasi (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), qui n'envisage pas moins de cinq cents licenciements, assortis de quelque trois cents mises à la retraite anticipée et de diverses « mesures d'économie », dont la moindre est de s'attaquer au statut de la réparation navale.

Car les Chantiers de La Ciotat, pour lever leur option et s'engager plus à fond, ont mis des conditions. Les intérêts en présence, dénoncés par Bojin comme peu soucieux de la catastrophe, ce sont, en grande partie, les leurs. Le rapport le dit en toutes lettres : « La levée d'option que les Chantiers navals de La Ciotat ont prise sur la majorité des sociétés du groupe Terrin permettrait de résoudre les problèmes de trésorerie immédiats. Toutefois, les C.n.c. mettent comme condition à leur levée d'option la résolution des autres problèmes. » Au nombre desquels la réduction des effectifs de production de la réparation navale et la réorganisation des conditions de rémunération.

Tout le port est concerné

Cette dernière clause est, en ce moment, l'un des dadas des patrons marseillais du secteur. Les travailleurs de la réparation navale ont, en effet, de longue date, un statut particulier que les employeurs souhaitent renégocier... afin de ramener les salaires au niveau de ceux de la métallurgie, moins élevés.

« Porter atteinte au statut de la réparation navale, prévient Jean-Pierre Unali, secrétaire général du syndicat C.g.t. de la réparation navale, aura des conséquences très graves. Personne ici ne se laissera faire. » Et voilà deux mois que les salariés de la réparation navale, qu'ils soient de chez Terrin ou d'ailleurs, se battent pour le maintien des avantages acquis. Leur action se traduit par : arrêt des heures supplémentaires, plus de travail de nuit ni de dimanche, grèves tournantes par corporation.

C'est dire que tous étaient déjà mobilisés lorsque les menaces sur Terrin se sont précisées. Les réactions ont été immédiates : manifestations dans les rues de Marseille et mises au point sans ambiguïté, dont la dernière émane de Léon Sultan, secrétaire général de l'Union des syndicats de la Métallurgie : « Si on va au dépôt de bilan, il faut s'attendre à une réaction syndicale au moins aussi forte que celle de Dunkerque. »

Car la Spat, ce n'est pas seulement deux mille salariés, ce n'est pas seulement Terrin. Tous les travailleurs du port se sentent concernés. A juste titre. Au-delà de Terrin, 230 entreprises sous-traitantes sont visées. Et chacun, craignant que l'on s'attaque demain à la construction navale — là aussi, les carnets de commandes sont loin d'être bourrés —, vit aujourd'hui à l'heure Terrin. Au total, vingt mille personnes se demandent si on va refaire à Marseille « le coup de la sidérurgie lorraine ».

Car, malgré les difficultés non négligeables de la Spat, c'est bien de restructuration qu'il s'agit. Certes, la crise de la réparation navale est réelle. Pour une raison très simple. La flotte française bat de l'aile : trente navires de moins en un an, entre 1976 et 1977. Ce sont, finalement, des navires étrangers qui réalisent, pour les trois quarts, les transports de marchandises françaises. De plus, bien des armateurs préfèrent réparer, à bas prix, en cours de route, au Japon ou à Singapour.

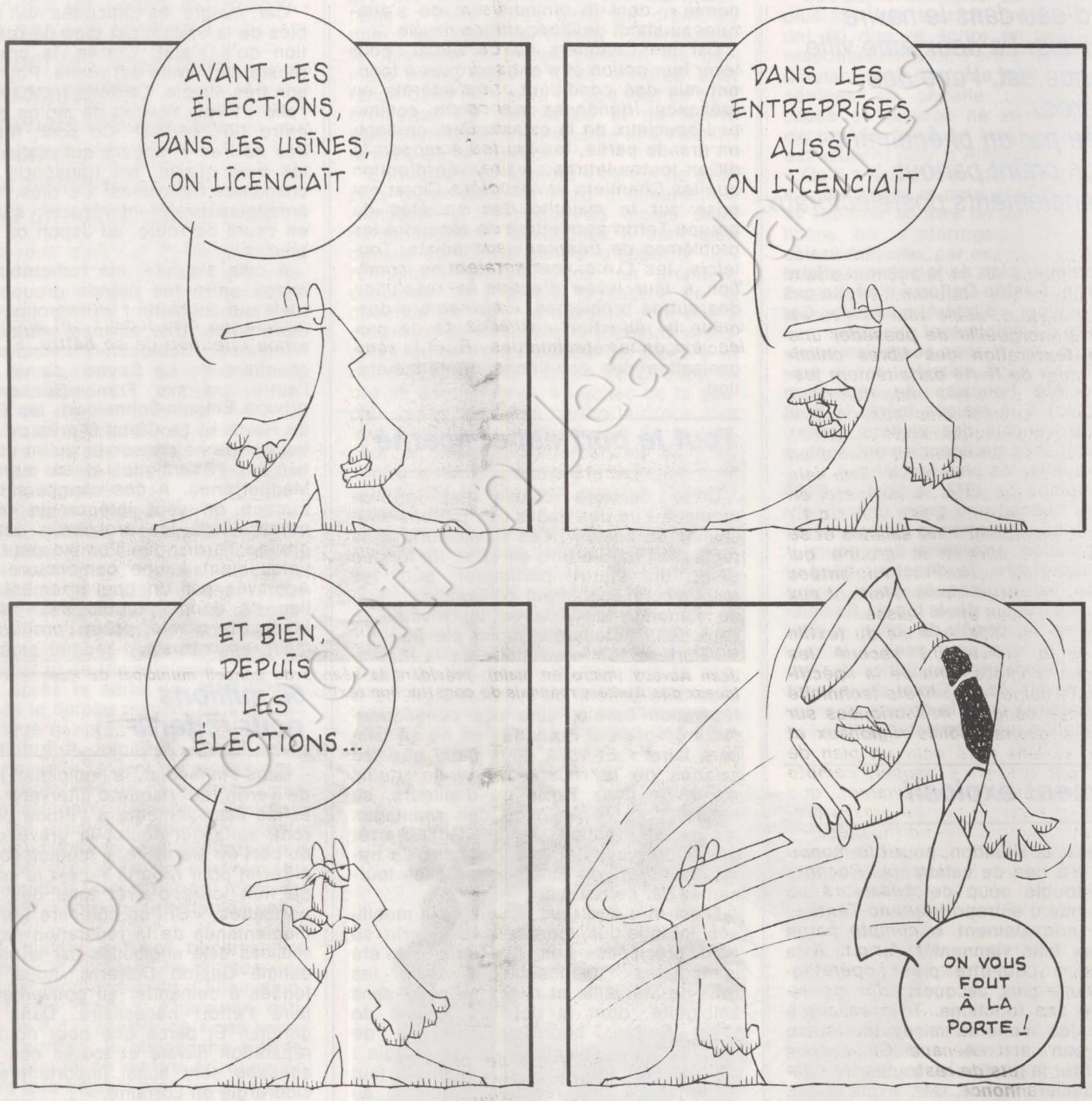
A cela s'ajoute une redistribution des cartes entre les grands groupes industriels qui souhaitent un regroupement sur deux pôles. Une alliance entre Alsthom-Atlantique, Dubigeon-Normandie et les chantiers de La Seyne, d'une part. De l'autre, un axe France-Dunkerque (du groupe Empain-Schneider), les Chantiers du Havre et La Ciotat. Après ce Yalta, le but est de ne conserver qu'un seul chantier sur l'Atlantique, et un autre sur la Méditerranée. A ces chantiers de construction on veut intégrer la réparation navale. D'où les problèmes actuels du groupe Terrin, que l'on ne peut imputer uniquement à une conjoncture difficile. Aggravés par un gouvernement qui, au lieu de donner toutes ses chances à l'industrie navale, prête l'oreille — et la main — aux trusts.

60 millions pour repartir

Dans l'immédiat, la liquidation judiciaire de Terrin, qui risque d'intervenir fin avril, et les licenciements à l'étude provoqueront, sans nul doute, la grève complète du port de Marseille. Il faudrait 60 millions à Terrin pour repartir ; c'est le coût exact de huit jours d'arrêt total des activités portuaires. « Si l'on compare les besoins momentanés de la réparation navale aux sommes déjà englouties par la sidérurgie, estime Gaston Defferre, nous sommes fondés à demander au gouvernement de faire l'effort nécessaire. Dans l'intérêt général. Et parce que pour nous, ici, la réparation navale et toutes ses activités annexes sont aussi importantes que la sidérurgie en Lorraine. »

Mais l'affaire Terrin ne doit pas faire oublier que, dans d'autres branches aussi, les patrons — qui ne voulaient pas mécontenter les électeurs — se défoulent aujourd'hui. Et les licenciements différés pour raison électorale montrent maintenant le bout de leur nez, venant s'ajouter aux 22 200 « licenciements économiques » de 1977. Le nombre officiel des chômeurs a augmenté de 11 % cette année-là et, commente Jean-Claude Aparicio, secrétaire général de l'Union départementale C.f.d.t., « dans les Bouches-du-Rhône la situation est tout simplement catastrophique ».

→



→

Les jeunes stagiaires du plan Barre retrouvent le chemin des bureaux de l'A.n.p.e., où les prospecteurs, découragés, se demandent où les placer. Car, confie l'un d'eux, « il est très difficile de leur trouver du travail, quel que soit leur niveau de formation ; les patrons ne les acceptent que s'ils ne paient pas de charges sociales ».

Et les licenciés postélectoraux commencent à se compter par centaines. Trois cents ouvrières de l'entreprise de confection Thédis ont reçu leur lettre de licenciement le 15 avril : leur usine a fermé. Ici, le supermarché Propadis licencie quatorze employés, là l'entreprise de travaux routiers Jean François met trente-huit personnes sur le pavé.

Un léger trou dans la caisse...

Mais l'oscar de la rapidité revient à la Manufacture provençale de matières plastiques, qui, depuis janvier, cherchait à réduire les effectifs. Cette entreprise, productrice entre autres des bacs Riviera, avait des problèmes à la suite d'un détournement frauduleux ayant fait un léger trou de 19 millions dans ses caisses... Elle souhaitait une cinquantaine de licenciements. Elle en a obtenu trente-huit. L'autorisation du directeur départemental du travail est finalement arrivée. Elle a été notifiée aux syndicats par lettre. Une lettre datée du 20 mars.

MICHELE KESPI

ROANNE CONTRE RHONE-POULENC

Toute la ville de Roanne derrière son député maire socialiste Jean Auroux se bat pour sauver une entreprise de 1750 ouvriers mise en difficulté par le géant Rhône Poulenc

ROANNE, soixante mille habitants, chef-lieu de la Loire, deuxième ville de France pour la bonneterie après Troyes. Et surtout, seule ville de France à pouvoir s'enorgueillir de posséder une usine de texturation des fibres chimiques. Un sujet de fierté parfaitement justifié. Il n'existe dans le monde que deux autres usines comparables aux Ateliers roannais de construction textile (A.r.c.t.) : l'une en Grande-Bretagne et l'autre en Allemagne. De l'entreprise familiale créée au début du siècle, il ne reste, en fait, que le nom. Les A.r.c.t., aujourd'hui, emploient 1 750 salariés et se retrouvent à la tête d'un groupe qui compte dix-neuf sociétés implantées dans le monde entier, principalement aux Etats-Unis, au Brésil et en Suisse.

Certes, depuis 1974, la crise du textile en France a gravement secoué les A.r.c.t. Mais, compte tenu de la spécificité de cette usine, de la haute technicité des machines conçues et fabriquées sur place, les pouvoirs publics régionaux et nationaux avaient opté pour un plan de relance. Tout laissait à penser, compte tenu des marchés qui s'ouvraient, que les A.r.c.t. n'auraient pas de graves problèmes pour surmonter les difficultés.

Encore aurait-il fallu que tout le monde veuille bien jouer le jeu. A Roanne, aujourd'hui, des doigts accusateurs se tendent vers Rhône-Poulenc-Textile. R.p.t., depuis longtemps, compte parmi les clients importants des A.r.c.t. Normal, puisque la texturation est l'opération qui permet au fil de nylon dur de se transformer en un fil souple, nécessaire à la confection des tissus synthétiques. Depuis longtemps, Renaud Gillet avait fait part des projets de restructuration de R.p.t. Il avait annoncé, entre autres, sa volonté de voir R.p.t. se doter de nouvelles machines de texturation. En tout, la commande devrait s'élever à 100 millions de francs.

Ce plan, accueilli favorablement par les pouvoirs publics, avait fait naître les plus grands espoirs aux A.r.c.t. Nul ne semblait mieux placé que les Ateliers roannais pour satisfaire cette commande. Tel n'a pas été l'avis de Rhône-Poulenc. Il y a dix jours, on apprenait que la première tranche du marché de 30 millions venait d'être signée avec le concurrent britannique des A.r.c.t.

A Roanne, cette nouvelle a fait l'effet d'une bombe. « C'est un coup de poignard dans le dos », a protesté la direction des Ateliers roannais. Le gouvernement lui-même semblait pris de court. Du coup, tout le plan de relance des A.r.c.t. se trouve mis en question. Dans l'entreprise, la réaction de tous les salariés, du cadre au manutentionnaire, a été unanime. Partout, c'est la colère. D'abord, les cadres et les techniciens n'apprécient pas les raisons invoquées par Rhône-Poulenc pour justifier leur choix : les machines britanniques seraient — paraît-il — plus performantes que les machines françaises. « Faux et archi-faux, rétorquent les ingénieurs. Quelles que soient les exigences techniques R.p.t., nous sommes parfaitement capables d'y répondre. »



Jean Auroux (micro en main), présidant la séance du conseil municipal de Roanne dans les locaux des Ateliers roannais de construction textile.



Le 18 avril, en signe de protestation, les travailleurs occupaient les Ateliers roannais. « On a rarement vu une occupation d'entreprise se faire dans un tel climat d'assentiment général, constataient les syndicats. Tout le monde était derrière nous, la direction comme la population. »

De leur côté, les élus régionaux n'ont pas négligé leur peine. Il faut dire qu'en jouant un sale tour à cette entreprise roannaise, Rhône-Poulenc s'attaquait à un gros morceau. Une municipalité d'Union de la gauche depuis les dernières élections municipales, un député socialiste depuis les dernières législatives, cela fait du monde pour crier au scandale. Depuis le 18 avril, aussi bien les ministères que le Parlement ou la préfecture de la Loire sont littéralement assaillis par les questions, les demandes d'explication et les pétitions. Et, pour bien concrétiser son intention de soutenir à fond la cause des A.r.c.t., le 21 avril dernier, le député et maire P.s., Jean Auroux, s'est déplacé avec tous ses adjoints dans les locaux de l'entreprise. Et là, en présence des salariés et de représentants des municipalités de gauche voisines, s'est tenu le conseil municipal de la solidarité.

Loin de s'avouer vaincus, les syndicats comme les élus locaux ont annoncé leur ferme intention de se battre. Et d'empêcher Rhône-Poulenc de passer le reste de ses commandes à l'étranger : 70 millions restent une somme suffisamment importante pour permettre aux A.r.c.t. et aux 1 750 salariés de traverser la mauvaise passe et de consolider leur position. La France veut-elle se doter d'une industrie textile moderne ? Telle est la question de fond à laquelle le gouvernement devra répondre. Déjà le ministère de l'Industrie vient de donner son accord pour qu'ait lieu une rencontre avec les salariés et la direction des A.r.c.t.

Avant de se jeter de nouveau dans les bras de la «perfide Albion,» il faudra cette fois que Rhône-Poulenc y regarde à deux fois.

CHRISTINE COTTIN

LES MULTINATIONALES FRANÇAISES

Les gros investisseurs boudent le territoire français et lui préfèrent des marchés plus « juteux ». Exemple : Rhône-Poulenc ferme cinq usines en France tout en développant son installation au Brésil...

PECHINEY, Michelin, Rhône-Poulenc : autant de noms dont l'influence déborde les frontières de la France, autant de grands groupes français à influence multinationale dont les filiales, les usines affichent la puissance à travers le monde. La très nette diffusion, au cours des dix dernières années, des investissements français à l'étranger est caractéristique de l'internationalisation du capital, de la domination économique croissante des multinationales sur l'économie internationale.

Le temps paraît loin où les couleurs étalées sur les mappemondes indiquaient les « zones de domination » des divers empires rose français, jaune espagnol... Aujourd'hui, la dispersion des industries nationales, l'imbrication des économies et la multiplication des échanges caractérisent la nouvelle carte économique. Mais les phénomènes de domination demeurent : les circuits de production et d'échange se restructurent largement sous la conduite des plus grandes multinationales. Sept (peut-être dix) entreprises géantes contrôlent le circuit du pétrole. Combien pour la sidérurgie ? Combien pour la chimie ?...

Logique économique

L'économie nationale française subit cette internationalisation. Les groupes les plus puissants l'orientent en tentant d'affirmer partout leur présence. Même des entreprises plus moyennes — telle Moulinex — réorganisent leurs circuits, réadaptent leurs implantations. L'ensemble de l'économie française est traversée par une restructuration générale. Et les travailleurs français constatent, dans les entreprises, une évolution dont la définition échappe à leur contrôle.

Pour les socialistes, il n'est pas question, au nom de la nationalité de la production (fabriquons français ? !...), de nier la nécessité d'un changement de l'ordre économique actuel : l'avènement d'un « nouvel orde économique international » est nécessaire. Mais il ne s'agit pas, pour cela, de trouver normale n'importe quelle évolution. La restructuration actuelle est orientée, de façon dominante, par les intérêts à court terme des groupes privés les plus puissants. Et les gouvernements français n'ont fait qu'accepter cette « nouvelle logique économique des multinationales », plutôt que de favoriser un « nouvel ordre économique international ». Cela est cohérent avec leurs choix économiques habituels et ne saurait donc nous surprendre.

Dix ans après les Etats-Unis, cinq ou six ans après la R.f.a., les dirigeants des entreprises françaises ont compris tout l'intérêt qu'il y avait pour eux à multiplier et à diversifier leurs implantations partout dans le monde. Les conséquences de ces tentatives, obéissant à des raisons très diverses — économiques, sociales, voire politiques —, ont été de très grande ampleur.

Flux monétaire

De 1971 à 1975, les investissements annuels français à l'étranger ont plus que doublé (+ 108 %), et leur rythme s'est accéléré (9 % de 1970 à 1971 ; 21 % de 1974 à 1975). Il conviendrait, toutefois, de nuancer cette analyse en constatant la très importante croissance des investissements pétroliers. L'augmentation des investissements non pétroliers, bien que nette, est en effet en ralentissement (35 % de 1970 à 1971 ; 9 % de 1974 à 1975). Il ne faut, d'ailleurs, pas s'en étonner après l'explosion initiale ; de plus, une partie notable des développements actuels échappe à toute investigation, car comment mesurer l'expansion autonome des implantations françaises existant déjà à l'étranger ?

L'importance globale du phénomène se mesure aux flux monétaires mis en jeu : presque 8 milliards de francs actuels, tant en investissements directs qu'en prêts bruts en 1975. Est-il alors illogique de souhaiter mieux connaître et orienter un tel phénomène économique ?

On opposera que les investissements à l'étranger sont soumis à autorisation de l'administration économique et financière. mais de nombreux éléments échappent à ce contrôle : investissements inférieurs à 3 millions de francs, développement autonome des filiales déjà existantes (par autofinancement ou emprunts locaux) ; et, surtout, le contrôle administratif a-t-il aujourd'hui une autre logique que d'accompagner la « libre concurrence », si chère au cœur de nos dirigeants ?

La volonté d'investir à l'étranger résulte, en fait, pour les entreprises, de causes assez simples. Ce qui apparaît remarquable, c'est l'universalité de ces causes pour tous les grands groupes capitalistes (1). L'acuité de la lutte dans la recherche de débouchés accrus impose aux groupes d'assurer, sur tous les grands marchés, leur présence. Etre présent, ce n'est plus seulement, comme par le passé, développer une simple implantation commerciale. C'est aussi intégrer la production, les usines dans le pays, afficher une image plus couleur locale. Ainsi certaines entreprises n'hésitent-elles pas à rebaptiser leurs filiales. Elles préfèrent souvent racheter (en particulier lors d'implantations aux Etats-Unis) des entreprises existantes et bénéficier ainsi des réseaux commerciaux, des circuits financiers et des hommes en place, plutôt que développer des unités nouvelles. Ainsi, Saint-Gobain - Pont-à-Mousson devient Certain Tid pour fabriquer de la fibre de verre (200 millions de dollars d'investissements).

L'implantation d'unités de production et d'échanges est devenue l'un des principaux axes de la concurrence moderne. Le choix du lieu d'implantation donne lieu à de sévères recherches. Guerre sans merci dont les travailleurs sont les jouets, dont les économies subissent les contrecoups de façon brutale. Le jeu de la « libre concurrence » se traduit dès lors par des disparitions d'usines, aussi subites que leur apparition, par l'instabilité des économies nationales, par la perte de l'emploi pour des milliers de travailleurs ; un investissement est, en fin de compte, un pari : qu'adviendra-t-il, par exemple, des investissements automobiles français en Argentine ? Implantés dans un marché déprimé, base arrière instable de toute tentative de développement vers l'Amérique latine, supporteront-ils la concurrence d'autres trusts étrangers importants (Fiat, Volkswagen, Ford), installés, quant à eux, au Brésil, marché actuellement en expansion ? Inversement, l'implantation du groupe Renault au Pakistan, en Irak et tout récemment en Egypte semble être une réussite commerciale de nature à contrecarrer une offensive attendue de l'industrie automobile japonaise.

Gervais-Danone contre Nestlé

Partant de cette analyse, il est aisé de comprendre la logique dominante des extraordinaires mouvements de capitaux de ces dernières années. La présence sur les marchés les plus importants, présence effective et non symbolique, marquée par des usines, des réseaux commerciaux, est une condition impérative de développement, voire de survie dans la logique actuelle du capitalisme. Ainsi B.s.n. - Gervais Danone se développe-t-elle pour conquérir une taille et une image de marque internationales, capables de résister à son principal concurrent, Nestlé, et, sans l'affronter directement dans les pays ou les secteurs où ce groupe est dominant, d'atteindre la taille minimale nécessaire au développement d'un secteur important en matière de



recherche, d'innovation, de promotion. Seule cette taille lui permettra de survivre, voire de se développer face à son concurrent.

Il suffit d'analyser quels sont aujourd'hui les marchés les plus sûrs, les plus dynamiques, pour trouver vers quels lieux se développent les investissements français. Le territoire français leur déplaît : ils le boudent. Alors que, jusqu'en 1975, les investissements étrangers en France dépassaient les investissements français à l'étranger, on a enregistré en 1976 un déficit inverse de deux milliards de francs. Il n'est pas difficile d'en comprendre les causes : économiques (le marché français est incertain et déprimé), sociales (le mouvement syndical est puissant, et forte est la résistance aux licenciements), politiques (les perspectives étaient désagréables au patronat).

Michelin en Caroline du Sud

Inversement, la situation américaine apparaît comme immédiatement « juteuse » aux investisseurs ; ne voient-ils pas là un pays dont le marché croît plus vite que le marché européen (plus de 3 % de croissance en moyenne entre 1974-1977, contre 1,5 % pour la C.e.e.) ? Ils ne peuvent également qu'apprécier un territoire sur lequel les coûts salariaux deviennent intéressants, compte tenu de la dépréciation du dollar et de la faiblesse des coûts sociaux, et admirer les conditions de prêts à des taux défiant toute concurrence. Ne sont-ils pas enthousiasmés par les facilités de licenciement et donc de reconversion plus grandes que chez nous ? Autant d'éléments qui attirent les investissements comme les fleurs attirent les abeilles ! Alors que, sur la période 1968-1970, les Etats-Unis représentaient 4 % des investissements français à l'étranger, ce taux est passé à 17 % pour la période 1973-1976 ; de 1,7 milliard sur la seule année 1976 et d'un total de plus de 8 milliards aujourd'hui, ce développement touche environ cent mille emplois à l'intérieur des Etats-Unis. Michelin a mis récemment 500 millions de francs dans une nouvelle usine à Spartanburg (Caroline du Sud), ce qui monte ses investissements, après cette troisième unité, à 2 milliards de francs. Et l'on peut multiplier les exemples : P.u.k., C.f.p., Elf, Imétal (groupe Rothschild)...

Des secteurs entiers de l'économie française se développent sur le territoire des Etats-Unis. Ils y bénéficient aussi des technologies localement existantes : péri-informatique, électronique. Impulsé par les plus grands groupes français, ce phénomène s'élargit maintenant avec l'arrivée sur le marché américain d'entreprises

→

plus moyennes, voire de taille médiocre, qui constatent que l'exportation directe ne suffit plus à assurer leurs débouchés.

Ce rapide survol des évolutions les plus récentes ne doit, bien sûr, pas nous faire oublier la très large diffusion du capital français à travers l'Europe des Neuf. De 21 % entre 1968-1970 à 34 % de 1973-1976, la part de cette zone dans les investissements français à l'étranger consolide et accroît sa prépondérance et marque l'imbrication croissante des économies des Neuf.

Assez bizarrement, si l'on tient compte des éléments énoncés ci-dessus, l'idée la plus couramment répandue est de penser que les investissements français se font principalement dans le tiers monde. Cette évolution présumée, dont les causes seraient l'abondance de main-d'œuvre à très bas taux de salaire, sert tantôt à justifier des campagnes xénophobes, voire racistes, tantôt à expliquer que les transferts de capitaux actuels sont destinés à assurer un « nouvel ordre économique international », correspondant aux intérêts et aux vœux du tiers monde.

En fait, les investissements français dans ce que l'on appelle officiellement le « reste du monde », c'est-à-dire les zones hors O.c.d.e., qui représentaient 49 % du total sur la période 1968-1970, n'en représentent plus que 30 % aujourd'hui. Qui plus est, il convient de noter que 62 % des investissements français de recherche pétrolière étaient localisés en 1974 dans le tiers monde, ce qui y diminue considérablement la part des investissements non pétroliers. De façon claire, donc, les investissements français dans le tiers monde représentent non seulement une faible part de l'ensemble des transferts, mais, de plus, une part en régression.

Il importe donc de bien voir que les transferts d'entreprises vers le tiers monde ne sont ni la forme principale ni la cause des restructurations actuelles de l'économie française. Certes, de nombreuses unités textiles se sont développées dans certains territoires (Macao, Hong-kong, Singapour), où les coûts de production étaient faibles. Certes, des secteurs de la chimie ont essaimé nombre de leurs implantations pour des raisons identiques (Pechiney au Cameroun ou en Corée du Sud). Certes, l'implantation dans certains marchés clefs (Iran, Brésil...) est un choix stratégique essentiel. Certes, enfin, de nombreuses petites et moyennes entreprises, fondées sur un rapport capital/travail qui les rend particulièrement sensibles aux coûts salariaux, voient dans l'exploitation d'une main-d'œuvre étrangère, soit immigrée en France, soit directement sur place, la solution à la baisse de leurs profits. Mais l'arbre ne doit pas nous cacher la forêt. L'essentiel des investissements français à l'étranger ne se fait pas dans le tiers monde. Même dans le secteur du textile, très caractéristique pourtant d'une telle évolution, nous constatons les très importants investissements de la Lainière de Roubaix en 1975, en Belgique. Les transferts des technologies nécessaires au développement du tiers monde et demandées par lui ne se font pas par le miracle des « lois économiques naturelles ». Appellera-t-on, par exemple, transfert de technologie réussi les fermetures annoncées le 20 décembre par le P.d.g. de Rhône-Poulenc, concernant cinq usines et six mille travailleurs, parce que, dans le même temps, Rhône-Poulenc développe son usine au Brésil ?



Les usines Renault de Bogota, en Colombie.

L'âge d'or de l'exploitation

De fait, le « nouvel ordre économique international » est en marche. Principalement grâce aux luttes de l'ensemble des travailleurs du monde pour changer l'ordre actuel. Mais, tout le prouve aujourd'hui, il n'émergera pas de la logique spontanée des multinationales. La volonté de certaines pays du tiers monde de créer des conditions économiques nouvelles propices à leur développement, leur désir légitime d'exercer eux-mêmes le contrôle de leur évolution économique sont des éléments nouveaux qui influent sur l'attitude des investisseurs. L'âge d'or de l'exploitation sans contrainte des hommes et des productions locales se heurte, maintenant, au risque de nationalisation ou au contrôle du rapatriement des capitaux.

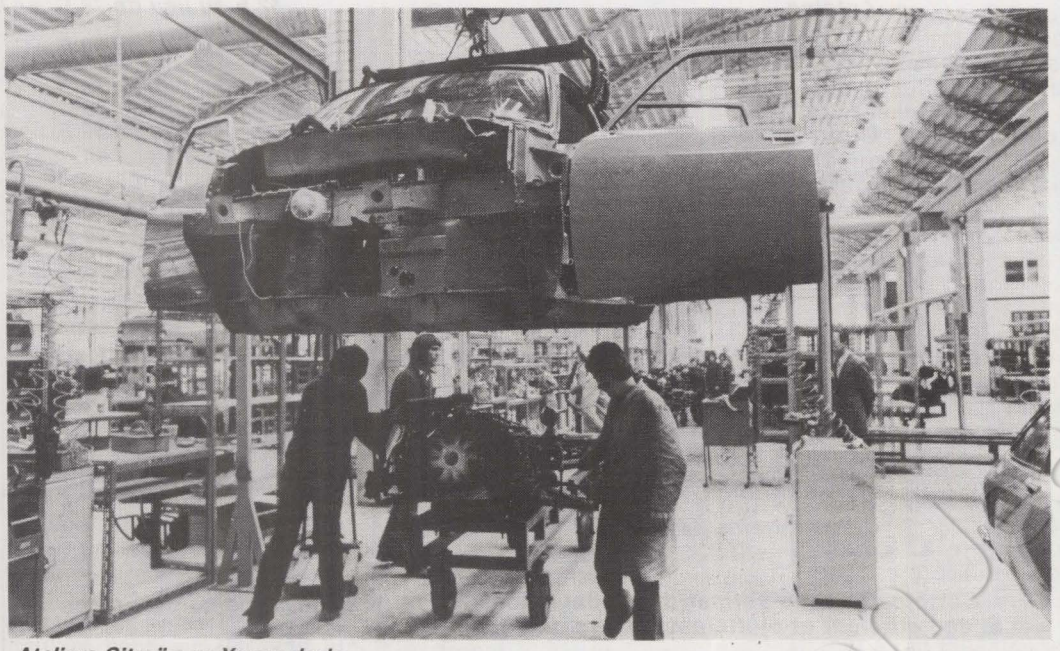
Ces nouvelles conditions politiques expliquent l'attitude réservée des investisseurs privés devant le tiers monde et l'affaiblissement de leurs implantations (2). Et pourtant, que de potentialités existent ! De nouvelles formes d'accord sont possibles, bénéfiques pour les intérêts bien compris de la France et pour le tiers monde, dans le cadre de contrats de co-développement.

Que penser de la présence économique française à l'étranger ? Choix politique essentiel, cette présence devrait résulter de lignes directrices définies clairement par le gouvernement. Dans les faits, on pourrait résumer la pensée gouvernementale avec simplicité : les intérêts des groupes français définissent l'intérêt de la France.

C'est au nom de ce type de logique que le gouvernement français a laissé, ici, se développer la crise. C'est au nom de cette logique que le même gouvernement laisse une économie française déjà affaiblie, nettement dominée sur le plan international, subir les modifications économiques internationales, l'internationalisation du capital conduite par les multinationales à dominante américaine, plutôt que de tenter d'en orienter les conséquences.

Il est, en ce sens, primordial d'analyser ce qu'ont été les implantations françaises à l'étranger depuis vingt ans, l'imbrication des entreprises françaises dans l'échiquier économique international et leurs conséquences sur la politique économique française.

Est-il besoin de rappeler que la politique énergétique française a été soumise aux choix des pétroliers, qu'une politique d'énergie à bas prix a rendu, dans un premier temps, l'industrie française dépendante du pétrole ? Or, encore en 1975, les investissements pétroliers ont représenté plus de la moitié des investissements français à l'étranger (50 % en 1965, 46 % en 1972, 69 % en 1975). La hausse du prix



Ateliers Citroën en Yougoslavie.

du pétrole en 1973, les menaces d'embargo, décisions politiques soudaines, ont conduit les pétroliers français à orienter une part importante de leurs investissements vers la mer du Nord, en particulier vers les gisements britanniques. Puis, la situation se stabilisant, les investissements ont repris leurs cours anciens et s'orientent principalement vers l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique noire et l'émirat d'Abou-Dhabi (3). On pourrait épiloguer longuement sur les justifications économiques des implantations, mais on constatera la très forte centralisation des implantations françaises, et en particulier la chute remarquable des investissements français en Algérie (5 % actuellement), pays où la France occupait encore, il y a peu, une position clef.

Sur l'ensemble des autres secteurs de l'économie française, la tendance générale est à l'investissement prioritaire dans les pays de l'O.c.d.e. Cependant, même s'il est marqué par de très grandes opérations (Roussel-Uclaf au Japon, Mérieux aux Etats-Unis, en 1975), même si aux Etats-Unis il est, nous l'avons vu, en croissance rapide, l'investissement hors d'Europe n'est quand même pas la dominante : 34 % des investissements français à l'étranger pour la période 1973-1975, contre 21 % sur 1968-1970, ont eu lieu au sein de l'Europe des Neuf.

En Europe même se concentrent pour l'essentiel les investissements des secteurs de la chimie, des industries mécaniques, électriques et électroniques : Alsthom en R.f.a., Vidéocolor en Italie, Thomson en Belgique.

L'affaiblissement général de l'économie et le renchérissement du prix du pétrole expliquent en partie cette tendance à « investir proche ».

En fait, il faut y voir d'abord la forme d'imbrication du capital entre les pays de la C.e.e. : le développement du Marché commun, les politiques de soutien à l'exportation, menées en particulier par les gouvernements français, les besoins d'expansion des grandes entreprises ont impulsé cette évolution.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la très récente et très nette reprise de l'investissement français à l'étranger, particulièrement en Europe. En 1976, les demandes d'investissements ont porté sur un montant jamais atteint auparavant. Il est difficile de voir là les effets d'une reprise économique manifeste, surtout venant après une année 1975 où le nombre des dossiers d'investissement autorisés avait à peine dépassé la moitié du nombre de 1974. Inutile de chercher une subtile logique économique à un fait largement politique. Dans le même temps où s'est produit ce « boom » de l'investissement français hors des frontières, l'investissement étranger en France a marqué une chute brutale. Ne nous voilons pas la face : les investisseurs avaient fui le marché français.

Salariés trop combatifs !

Certes, celui-ci n'est pas en plein essor. Mais en est-il autrement chez nos voisins ? Surtout, au moment où les choix économiques des chefs d'entreprise et les choix politiques du gouvernement contraignent au chômage un million et demi de travailleurs, les dirigeants des plus grands groupes privés ont eu peur du lendemain. Quant aux investisseurs étrangers, ils ont trouvé les salariés français trop combatifs et se sont inquiétés de possibles changements politiques. D'où des tentatives de démembrement de certaines structures industrielles, d'imbrication dans le capital étranger. Faut-il, pour s'en convaincre, noter qu'en 1976 12 milliards de francs semblent avoir été investis à l'étranger, ce qui représente une part importante des actifs français auparavant existant à l'étranger ?

On est donc en droit de poser clairement une question : peut-on expliquer certains choix industriels de ces dernières années autrement que comme une stratégie anti-nationalisations ? Il est simple, par exemple, de monter une filiale avec des sociétés étrangères sur la base 50-50 : ce qu'a fait Rhône-Poulenc avec le groupe britannique I.c.i. dans leur filiale de Manchester, la Vulnax International Limited, ou avec Sandoz en Suisse. Devons-nous rappeler la phrase de Jacques de Fouchier, P.-d.g. de Paribas, en 1974, déjà citée dans « l'Unité » (n° 270) : « S'internationaliser, c'est rendre la nationalisation en France psychologiquement incongrue et techniquement difficile à mettre en œuvre... Nous internationaliser au maximum, c'est l'objectif devenu impératif ».

On a donc assisté à des tentatives qui, pour éviter la nationalisation, ont abouti à changer la nationalité. Ces choix ne sont pas de même nature que ceux qui président à l'implantation économique usuelle. Ils sont de nature politique, et leurs effets sont aussi politiques. La nation est donc en droit de s'inquiéter des conséquences de telle ou telle disparition ou amputation d'entreprise française. L'économie française est déjà très affaiblie par le chômage, l'inflation, les disparitions de pans entiers de l'industrie. Ces évolutions nous concernent tous. Il est inadmissible que, pour tel ou tel intérêt particulier, la situation puisse se dégrader, que l'avenir du pays puisse être hypothéqué. L'investissement à l'étranger, conséquence naturelle et souhaitable de l'ouverture sur l'extérieur, ne doit pas être laissé aux seuls aléas des choix individuels. Les confusions entre intérêts privés et choix publics n'ont que trop duré. Il est grand temps d'y mettre un terme. Mais le gouvernement en aura-t-il la volonté et les moyens politiques ? Rien n'est moins sûr.

LUCIEN PRAIRE

(1) Nous ne parlerons pas ici des pays de l'Est, dans la mesure où les imbrications économiques y prennent des formes différentes. Qui plus est, les données chiffrées y sont inexistantes ; en toute hypothèse, les phénomènes d'implantation y sont très limités.

(2) Encore faudrait-il signaler que certaines formes (qui peuvent s'analyser en tant qu'investissements) originales et sans doute porteuses d'avenir existent, qui ne sont pas comptabilisées actuellement : vente de technologie, joint-venture, création d'usines produits en main...

(3) A noter que l'Arabie saoudite, premier fournisseur pétrolier de la France, a peu d'investissements français sur son territoire.

Petites annonces

Concours sur titre pour le recrutement d'un directeur des services techniques (ville de 20 000 à 40 000 habitants)

Indices bruts au 1er avril 1978: 450 - 741. exceptionnel 772.

Date limite des inscriptions 31 mai 1978.

Logement de fonction gratuit.

Renseignements au secrétariat de la mairie, 55100 Verdun.

Pour diffusion « les Grands Révolutionnaires », cherchons hommes et femmes libres tout de suite et disposant d'un véhicule. Emploi stable. Formation assurée. Fixe et commissions. Possibilité mi-temps sur région parisienne.

Ecrivez à J-J. Choemann, Editions Martinsart, 58, rue des Capucins, 41200 Romorantin.

Ville de Bron 69671
recrute

— Par voie de concours sur titres, un sous-bibliothécaire à temps non complet, vingt heures par semaine, titulaire du C.a.f.b., traitement brut 1 289 F ;

— Par voie d'examen d'aptitude, un(e) employé (e) de bibliothèque à temps complet, traitement brut 2 313 F.

Adresser curriculum vitae, photo d'identité, copie des diplômes, certificats de travail, à M. le Maire avant le 30 avril 1978.

VACANCES EN PAYS D'AIN ET HAUT BUGEY

Le centre permanent de vacances LVT « Les Bergonnes », 01260 Les Plans d'Hotonnes, situé à 1 100 mètres d'altitude dans le haut Bugey, près du lac de Nantua et de celui d'Aix-les-Bains, à proximité de la Suisse, d'Annecy, de Chambéry, dispose de places du 3 mai au 1er juillet pour accueil de couples indiv. ou 3e âge.

Prix à la semaine pour deux personnes entre 500 F et 650 F, suiv. quotient familial. Nomb. poss. d'excursions en car, randonnées pédestres.

Ecrire sur place à CFV « Les Bergonnes », 01260 Les Plans d'Hotonnes. Ou téléphoner au 847-57-33 (Bondy). 93140

Géomètre expert D.P.L.G., trente-huit ans, dix-huit ans d'expérience, dynamique, topo et VRD, foncier, cherche place stable dans collectivités locales comme directeur des services techniques.

Ecrire à « l'Unité » (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Paris spectacle

La Fédération nationale Léo Lagrange est en mesure de procurer
des places à tarif réduit
pour la plupart des spectacles parisiens: Théâtres - concerts - variétés.

Voici quelques exemples

Olympia ..... ***41 F au lieu de 50 F***
Antoine ..... ***52 F au lieu de 70 F***
Châtelet ..... ***56 F au lieu de 80 F***
Renaissance ..... ***42 F au lieu de 55 F***
La Bruyère ..... ***36 F au lieu de 50 F***
Palais des Congrès : Porgy and Bess, du 13 mai au 15 juin ..... ***86 F au lieu de 110 F ou 66 F au lieu de 80 F***
Cinéma Rex ..... ***11 F au lieu de 16 F***

D'autre part, la Fédération Léo Lagrange est habilitée à délivrer des licences-camping

1 carte + 1 licence France 15 F
1 carnet interne + 1 licence internationale 9 F
Guide terrains de camping 20 F

Cette carte vous permet d'accéder à tous les terrains de camping de France et de l'étranger et d'être assuré pour une responsabilité civile.

Pour obtenir des renseignements complémentaires, veuillez téléphoner au 824-63-01, poste 47, ou écrire à Fédération Léo Lagrange, 21, rue de Provence, 75009 Paris.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 20 à 24 FT.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97.

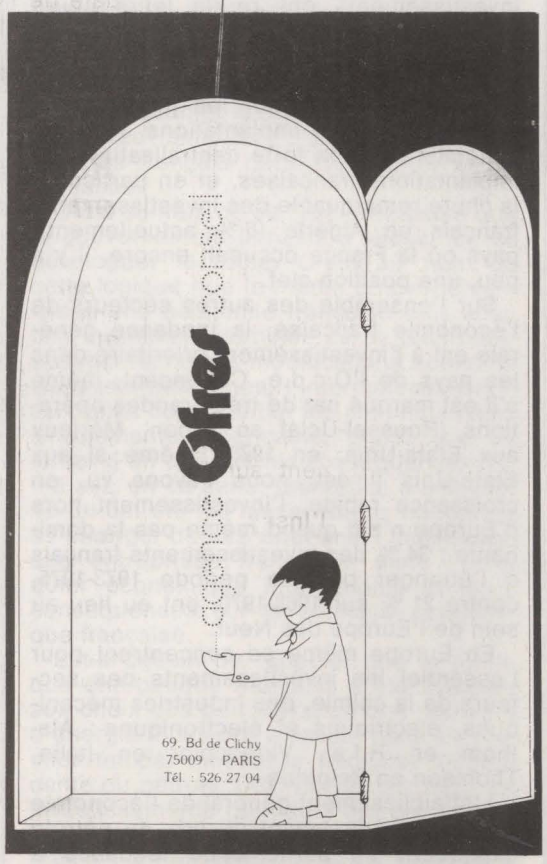
Hôtel-restaurant « le Midi », N.N.**
47110 Sainte-Livrade.
Tél 58/01-00- 32.

Chambre, cab. toilette.
Prix pension 62 F

Chambre avec douche 70 F

Chambre bain W-c. 80 F

M. Benito, le patron chef de cuisine, vous garantit des vacances heureuses. Pension hors mois d'août : moins 5 %.



Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

changer la vie politique

Mort de deux journaux

Il n'est jamais plaisant de voir disparaître des journaux. Nous ne pouvons donc que déplorer l'arrêt de la publication de deux organes du P.c.f., le quotidien lyonnais « le Point du jour » et l'hebdomadaire parisien « Paris-Hebdo ». On peut cependant se poser la question de savoir si les difficultés financières données comme raison de cette double disparition sont vraiment les seules.

Lors de son lancement, il y a quelques mois, « le Point du jour » avait été présenté comme un organe de large union de la gauche. Il n'a été qu'un journal-tract du P.c.f., ce que plusieurs de ses rédacteurs ont souvent déploré sans jamais avoir été entendus. Quant à « Paris-Hebdo », que l'on disait contrôlé par Paul Laurent, il s'était distingué à quelques reprises par un ton plus « libéral » que « l'Humanité » ou l'« Humanité Dimanche ». Ceci explique peut-être cela...

La vérité des prix

Les premières « vraies » décisions de Raymond Barre sont à présent connues : au nom de la vérité des prix, les tarifs officiels vont augmenter. Pour l'électricité, les transports en commun, le charbon, les timbres, bien sûr. Pour les produits pétroliers, l'alcool et les cigarettes, ce sera bientôt sûr. Ces hausses — entre 6 et 20 % — permettront à l'Etat d'économiser un milliard sur le budget de 1978, mais pèseront lourdement sur les consommateurs.

L'indice de l'Insee, qui aurait franchi la barre des 0,9 % en mars, sera donc « presque » bon par rapport aux prévisions faites pour les mois suivants ! Au total, les experts gouvernementaux estiment que, sur l'année, la hausse des prix mesurée sera supérieure à 10 %. Il est vraiment dommage qu'il n'y ait pas d'élections tous les trois mois. Peut-être verrait-on l'inflation enfin maîtrisée...

Cadeaux au patronat

Raymond Barre a donc décidé de faire payer les consommateurs plutôt que les contribuables ! Mais René Monory a prévenu les premiers qu'il ne fallait pas rêver : même s'ils sont salariés, il ne faut pas qu'ils s'imaginent que les salaires doivent suivre les prix. Car tout dérapage mettrait en échec le plan Barre.

A la limite, le brave ministre admet que l'on puisse « avantager les travailleurs les plus démunis ». Mais dans le cadre d'une masse salariale n'évoluant pas plus vite que la hausse — mesurée — des prix. Une manière comme une autre de faire quelques cadeaux supplémentaires au patronat.

Drot, Santelli et Bringuier à la C.f.d.t.

Dernière conséquence en date de l'échec de la gauche aux élections : le syndicat C.g.t. des réalisateurs de télévision éclate. Claude Santelli, Jean-Claude Bringuier, Jean-Marie Drot, Michel Favart, Jean Lallier, Charles Brabant et d'autres, moins connus, passent à la C.f.d.t. Parce que la C.f.d.t. « répond mieux à notre sensibilité », explique Bringuier. Surtout parce qu'ils considèrent que la C.g.t. n'a été « qu'une courroie de transmission du Parti communiste » au cours de la campagne électorale et qu'elle « porte sa responsabilité dans l'échec de la gauche ». Maurice Failevic regrette ce départ : « Cela va détruire les derniers moyens de défense des réalisateurs. »

Michel Mitrani accuse : « Ce sont les socialistes qui s'en vont. » La mise en cause est un peu grossière : où sont les membres du P.s. parmi les partants ? Mais elle n'est pas tout à fait fausse : les transfuges, dans leurs œuvres expriment une conception de la télévision plus proche de celle du P.s. que de celle du P.c. En fait, le divorce vient de plus loin : Drot, Santelli et Bringuier réclament depuis des années une politique de création que le syndicat C.g.t. des réalisateurs n'a jamais soutenue complètement, affairé qu'il est souvent par les questions matérielles et corporatistes.

A quand la réunification syndicale ?

Répression en Uruguay

Agés d'environ vingt-cinq ans, Franck Conchon-Oswald et Charles-Jean Serralta-Delpech, tous deux Français (même si le second a la double nationalité française et uruguayenne), croupissent dans les geôles du pénitencier de Libertad (sic), à Montevideo. Depuis quatre ans pour le premier et cinq ans pour l'autre. Très durement torturés — comme il est d'usage dans les dictatures latino-américaines — et condamnés en 1977 à neuf ans pour Conchon-Oswald et dix ans pour Serralta-Delpech, tous deux ont fait appel.

Le 17 décembre dernier, en réponse à une question du député socialiste André Chandernagor, Louis de Guiringaud expliquait que « notre ambassade à Montevideo s'efforce d'obtenir que le jugement définitif prononce une réduction de peine substantielle ». En réponse à une lettre du 2 mars 1978 de Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, sur le sort des deux jeunes gens, Louis de Guiringaud faisait état, le 19 avril, d'une amélioration progressive de la situation de Conchon-Oswald (mais de lui seul) et de son espoir d'« un assouplissement de l'attitude résolument répressive de la justice militaire uruguayenne ».

Rien n'est moins sûr. Récemment, à Montevideo, une peine de dix ans fut portée en appel à dix-sept ans. Les efforts pour obtenir une amélioration des conditions de détention de Serralta-Delpech sont restés vains.

Carte postale marée noire

Les fédérations de Bretagne du P.s., du P.c. et l'Union démocratique bretonne lancent une campagne « carte postale pour l'après-marée-noire ». Adressée au Premier ministre, cette carte postale (disponible au local du P.s., 66, rue Jean-Jaurès, 29000 Quimper) réclame que le problème des pollutions marines fasse l'objet d'un débat au conseil régional de Bretagne, avec adoption d'un « plan Océan-Bretagne », et qu'une enquête parlementaire ait lieu pour analyser toutes les causes et conséquences de la marée noire, mettre au point l'indemnisation des victimes et déterminer les mesures à prendre « pour que cette catastrophe soit la dernière ».

Actions embarrassantes

Tout libéral et favorable à la Bourse qu'il est, Raymond Barre devient timide comme une jeune fille lorsqu'il possède quelques actions. Ainsi pour les six malheureuses actions de la société Educosim, dont il est porteur, « le Canard enchaîné » explique à quel point Barre devient compliqué. Pourtant, cette société, à l'objet très vague, est déjà domiciliée au paradis fiscal le plus discret : le Liechtenstein. Barre n'en a pas moins tenu, par un contrat de fiducie, à céder fictivement ses six actions à un prête-nom, une résidente suisse du nom d'Anne-Marie Johannot. Qu'on se rassure, le Premier ministre percevra tout de même les dividendes. Interrogé par le « Canard » sur la réalité de ces faits et la question de savoir s'il rapatriait ces dividendes, Barre a sèchement fait répondre : « Vos questions sont sans objet ! »

changer la vie sociale et quotidienne

La police à Saint-Joseph

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la lutte menée par les travailleuses occupant depuis seize mois l'entreprise textile de Saint-Joseph, à Gradignan (Gironde). A l'initiative de la C.g.t., une journée de solidarité avait été prévue pour aider les ouvrières, qui ne perçoivent plus les 90 % de leur salaire, et pour briser le silence maintenu sur leur sort par les pouvoirs publics. Les travailleuses avaient décidé d'achever les produits périssables et semi-finis restant sur les tables depuis la fermeture de l'usine, et de vendre ces vêtements terminés le 22 avril.

Le syndic a essayé de faire interdire cette manifestation. Il a sommé une militante C.g.t. de comparaître devant le tribunal des référés, mais il a été débouté. Le juge n'a pas autorisé la militante à participer à la vente, mais il n'en a pas pour autant interdit celle-ci.

Néanmoins, les pouvoirs publics, le 22 avril à l'aube, ont envoyé d'importantes forces de police pour encercler et occuper l'usine. Le déroulement de la journée d'action a donc été modifié. La manifestation de solidarité s'est tenue aux abords de l'entreprise et non à l'intérieur comme initialement prévu. La vente populaire a été annulée, les travailleuses préférant préserver les produits qu'elles avaient confectionnés et éviter tout incident.

La journée a donné lieu, tout de même, à une campagne d'explications et d'informations sur la situation des « Saint-Joseph ».

Les partis politiques de gauche, la C.g.t., la C.f.d.t. et diverses associations ont condamné l'intervention policière et ont réaffirmé leur soutien aux ouvrières en lutte.

Bretagne : la marée noire du chômage

Qu'avez-vous fait de la Bretagne ? demandent les militants C.f.d.t. de cette région. Ils apportent quelques réponses dans une brochure publiée par leur union régionale et intitulée : « l'Emploi en Bretagne, quel avenir ? ».

Un bilan peu réjouissant. Dépeuplement : en 1954, sur 10 000 Français, on comptait 540 Bretons. Aujourd'hui, on n'en compte plus que 483.

Diminution également du nombre d'emplois. Et quels emplois ! 18 % seulement des salariés travaillent dans l'industrie (la moyenne nationale est de 29 %). Et, la plupart du temps, on leur offre des emplois sous-payés et sous-qualifiés : dans l'électronique, par exemple, huit femmes sur dix n'ont aucune qualification. Aux autres on offre surtout des emplois dans le secteur agricole.

Enfin, le taux de chômage, en 1977, atteignait 12,1 % : soit 3,6 % de plus que la moyenne nationale.

Objecteurs et insoumis

Deux cent cinquante objecteurs de conscience se sont rassemblés à Lyon, les 15 et 16 avril, pour exiger un nouveau statut et dénoncer la montée de la répression qui les frappe. Bien que la loi de 1963 admette l'objection de conscience, le décret de Brégançon signé en 1972 par Georges Pompidou aboutit à l'affectation autoritaire de 90 % des objecteurs à l'Office national des forêts et à priver les objecteurs des droits fondamentaux des citoyens.

L'hostilité de la majorité — environ 60 % — des objecteurs au décret de Brégançon les transforme ipso-facto, aux yeux du code militaire, en insoumis. Près de deux mille cinq cents objecteurs sont ainsi devenu insoumis l'an passé. A ce titre, ils sont passibles de poursuites devant les tribunaux permanents des forces armées. Modérés dans leurs sanctions jusqu'en septembre dernier, les T.p.f.a. ont condamné soixante-dix insoumis entre septembre 1977 et mars 1978. Un objecteur insoumis s'est même vu infliger trois mois de prison fermes. Sans parler des difficultés rencontrées par de nombreux objecteurs avec l'Education nationale, qui les amènent à dénoncer l'existence de véritables « interdictions professionnelles ».

Les objecteurs ont décidé d'organiser une semaine d'action et d'information à partir du 2 mai pour populariser leur action et dénoncer les menaces qui les visent.

Qui veut la peau des Tanneries ?

Tanneries françaises réunies : ça continue. Depuis quatre ans, les salariés vivent sur le qui-vive, redoutant de nouveaux plans de restructuration. Cette fois, c'est un plan de redressement accepté par le gouvernement qui menace la moitié d'entre eux, soit cinq cents tanneurs.

C'est encore à la suite d'une situation financière déficiente que les T.f.r. ont été mises en règlement judiciaire, le 19 avril dernier, par le tribunal de Paris. L'activité devrait reprendre ces jours-ci, dans le cadre d'une nouvelle société et grâce à un nouvel apport financier. Mais cette reprise ne peut se faire qu'avec cinq cents licenciements.

Lundi dernier, une réunion du comité d'établissement s'est tenu à l'usine du Puy (Haute-Loire). Deux points figuraient à l'ordre du jour : le licenciement pour motif économique d'une partie du personnel et la poursuite de l'activité de l'entreprise. La fédération Hacuitex C.f.d.t. rappelle que, depuis 1974, les Tanneries françaises sont passées de deux mille quatre cents salariés à un millier à peine.

Dur chômage pour les handicapés

Premier témoignage : un handicapé de dix-neuf ans, employé comme manutentionnaire dans un libre-service. Le gérant du magasin le renvoie, sur ordre de la maison mère.

Deuxième témoignage : une

Unic contre un militant

A la fabrique de camions Unic — à Trappes (Yvelines) —, filiale du groupe Fiat-Iveco, la direction règne sur deux mille salariés. A l'approche des élections professionnelles, l'atmosphère est toujours tendue. Surtout quand les syndicats ouvriers augmentent leur audience au détriment des milices patronales comme la C.f.t. Dans l'usine, une règle est de rigueur : trois avertissements, et c'est le licenciement ! Un syndiqué C.g.t., M. Nahal, jugé sans doute trop militant, vient de subir cette loi. Son deuxième avertissement, il le reçoit pour avoir collé un badge C.g.t. sur son casque. Immédiatement, il porte plainte au tribunal des prud'hommes. Avant même que l'affaire ne soit jugée, il reçoit, le 13 avril dernier, un autre avertissement. Motif : a quitté son poste de travail et s'est lavé les mains à 16 h 11, alors que sa journée se termine à 16 h 25 !

Le licenciement, de fait, se trouve envisagé. Le cégétiste se voit convoqué le 17 avril par la direction. L'« inculpé » n'a pas de mal à prouver son innocence. Oui, il s'est lavé les mains pleines de graisse à 16 h 11, pour aller aux toilettes. Il a ensuite repris le travail jusqu'à 16 h 25. La direction se voit contrainte de garder M. Nahal.

Pas pour longtemps. Le 18 avril, nouvel avertissement, cette fois pour une prétendue « insuffisance de travail ». Sans autre forme de procès, le 20 avril, le travailleur est licencié. Sans doute la direction espère-t-elle que la solidarité ne jouera pas en faveur du licencié parce qu'il est marocain. Peine perdue. Déjà tous les travailleurs de l'usine ont été alertés par les syndicats. Une intervention rapide a été exigée du ministre du Travail, de l'inspection du travail et du préfet des Yvelines.

jeune fille de vingt-cinq ans, qui a obtenu un C.a.p. de soudage-cablâge ; elle fait un stage dans une usine, mais on lui refuse l'embauche, sans explication...

Des exemples comme ceux-là, il y en a des milliers. Le chômage frappe de plein fouet les handicapés. La loi, pourtant, impose à tous les employeurs l'embauche d'un pourcentage de handicapés. Mais elle est loin d'être respectée. « Les handicapés sont des gens comme les autres, qui ne réclament pas la pitié. Mais nous voulons que la société leur donne une place dans la vie courante, la même que celle des gens valides », nous écrit un handicapé.

Organisée par la Fédération du Loiret

FETE DU P.S.

lundi 1er mai
de 11 à 20 h
Parc de Charbonnière
à Saint-Jean-de-Braye

Allocution
de Lionel Jospin

Variétés :
Bernard Lavilliers

*

Organisée par la Fédération d'Indre-et-Loire

FETE DES TRAVAILLEURS
à Esvres-sur-Indre

Dimanche 30 avril : spectacles avec le cirque Moralles, les clowns Macloma et Gilbert Laffaille.

Lundi 1er mai
Allocution de
Lionel Jospin

Spectacle : Henri Tachan

Baleines et boues rouges

Les militants de Greenpeace repartent en campagne contre la chasse à la baleine. Objectif cette année : l'Atlantique Nord, au large des côtes islandaises. Leur tactique sera la même que les années précédentes : un gros bateau transportant plusieurs équipes, qui se relaieront sur des pneumatiques pour s'interposer entre les cétacés et les baleiniers.

L'équipage partira d'Ecosse au début du mois de mai pour l'Islande. Il retournera en juillet en Angleterre, avant de se diriger vers Bastia. Là, au mois d'août, Greenpeace essaiera de s'opposer au déversement des boues rouges au large de la Corse.

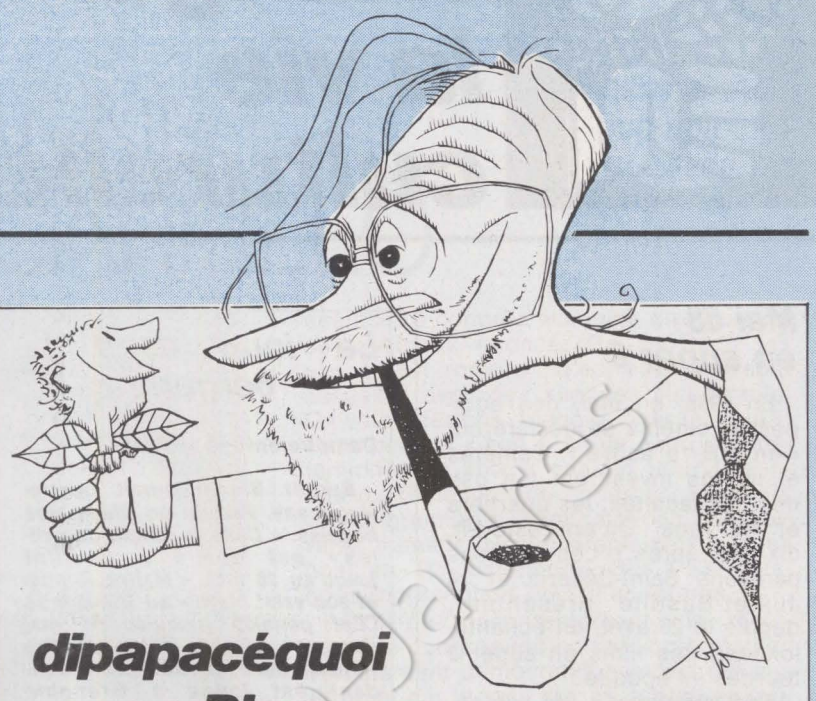
Tous les soutiens sont les bienvenus (117, avenue de Choisy, 75013 Paris).

Assez roulé !

Il y aura eu des embouteillages à Paris, place d'Italie, le 26 avril. Résultat d'une grève de la circulation d'un nouveau genre : cela consiste à rouler lentement en voiture ou en vélo et, pour les piétons, à traverser lentement les rues...

Cette action, qui devrait déboucher sur d'autres du même type, d'autres mercredis, le 10 mai en particulier, avenue du Général-Leclerc, a été lancée par les Amis de la Terre, Paris-Ecologie et une nouvelle association, Combat-Transport, qui souhaite s'ouvrir aux syndicats et aux associations de consommateurs. Leur but : mettre en échec le plan de circulation de Paris, sur le thème « assez roulé, on réfléchit ».

Ils demandent six mesures initiales indispensables : priorité absolue à l'autobus, fonctionnant sept jours sur sept, avec des véhicules aménagés pour les handicapés, restitution des trottoirs aux piétons, abandon des projets autoroutiers vers Paris et dans la capitale, gratuité des transports. A ce prix seulement, la fuite en avant automobile pourra être stoppée...



dipapacéquoi par Piem

LE père et le fils étaient arrivés très tôt ce matin-là devant la porte de la prison, afin de LES accueillir à leur sortie.

On leur avait annoncé qu'ILS seraient libérés à la première heure suivant la grande panique des élections. ILS venaient, en effet, de subir une longue période d'incarcération, due à la campagne électorale, mais le temps de pénitence était achevé, ILS allaient enfin recouvrer la liberté et ILS pourraient se venger au nom de la vérité des prix.

Le premier qui fit son apparition fut le ticket de chemin de fer ; il était maigre et jaune et faisait peine à voir. Le ticket cligna des yeux, ébloui par la clarté du projet barriste ; il sembla hésiter un instant sur le bord du trottoir, puis brusquement se précipita sur le père et son fils, qu'il agressa avec rage. D'un coup de poinçon rageur, qu'il dissimulait dans ses flancs, il fit un trou au budget du père. Seule la faim pouvait expliquer ce geste désespéré.

« Donne-lui tout de même à boire », dit l'enfant.

Le ticket de chemin de fer engloutit goulûment un litre de petite monnaie et s'en alla, repu.

A peine remis de leur émotion, le père et le fils virent apparaître à la porte de la prison le timbre à un franc. Il avait encore plus mauvaise mine que son cousin le ticket de chemin de fer. Lui aussi se précipita sur l'homme, lui fouillant les entrailles de ses dents acérées et le timbre vampire passa à un franc vingt.

Le père serrait entre ses bras son budget lacéré, d'où s'échappait son petit train de vie ; blessé dans ses revenus, il cherchait à comprendre la raison de cette brutale agression.

Les prix du gaz et de l'électricité, libérés à leur tour, s'abattirent sur lui, déchiquetant son portefeuille à grands coups de quittance.

Le prix du charbon fit un bond en avant, portant un coup fatal à l'homme déjà blessé, ne lui laissant bientôt que la peau et les hausses.

On entendait derrière les hauts murs de la prison les cris de tous les prix industriels encore incarcérés : ils réclamaient la liberté.

L'enfant prit peur. Il ramassa ce qui restait de son père et s'enfuit, gardant avec lui l'espérance, car, elle, elle n'a pas de prix.

changer la vie culturelle

Mai 68 en super 8

En 1968, en mai, des équipes de cinéma se déclarèrent « en guerre active ». Caméras et micros investirent les usines, les facultés, les quartiers et les rues. Qu'en reste-t-il. dix ans après ? Les cinémas parisiens Saint-Séverin et 14 Juillet-Bastille présentent, depuis le 26 avril, un échantillonnage des films en super 8 tournés à l'époque.

Tout montage a été refusé. Trois programmes alternent, qui forment un kaléidoscope plus qu'une somme. A chacun de faire sa propre synthèse.

Programme n° 1 : « le Droit à la parole », « Mikono », « le Cheminot » et « la Reprise du travail aux usines Wonder ». Programme n° 2 : « le Joli Mois de mai » et « Osez lutter, osez vaincre ». Programme n° 3 : « Sochaux, juin 68 », et « Grands soirs, petits matins », de William Klein.

Cinéma pour l'immigration

Le groupement régional parisien de la Fédération française des ciné-clubs organise une journée « Cinéma et immigration » ce samedi, 29 avril, au Ciné Action République (18, rue du Faubourg-du-Temple), de 10 heures du matin à minuit.

Des œuvres inédites seront présentées. Projections et débats alterneront, animés par les rédacteurs de « Cinéma 78 ». Des cinéastes « immigrés » seront présents : Mohamed Alkama, Mohand Ben Salama, Sidney Sakhona, etc.

Estrade buissonnière

Le Théâtre lycéen existe. Mais il faut être lycéen ou parent de lycéen pour pouvoir le rencontrer... La maison des jeunes et de la culture d'Epinay a décidé d'organiser une rencontre nationale de troupes lycéennes les 26, 27 et 28 mai. L'isolement sera ainsi rompu, qui permettra aux équipes de tout l'Hexagone de confronter leurs réalisations.

Le public pourra connaître cette pépinière qui n'est pas sans intérêt, puisque des metteurs en scène comme André Benedetto, Patrice Chéreau et Jean-Pierre Vincent ont fait leurs débuts...dans des lycées ! Avis aux équipes concernées par cette initiative.

Renseignements à la M.j.c. des Presles, 75-81, avenue de la Marne, 93800 Epinay-sur-Seine. Téléphone : 826-45-00.

Le loup dans la bergerie

De notre envoyé spécial

Bertolt Brecht aurait quatre-vingts ans. Partout on allume des bougies. « Dans la jungle des villes » est donné à Chaillot jusqu'au 20 mai, « Maître Puntila et son valet Matti » au Théâtre de l'Est parisien jusqu'au 31 mai dans une mise en scène de Guy Rétoré. Celle de Georges Lavandant est jouée à Grenoble jusqu'au 12 mai, puis à Strasbourg jusqu'à fin mai. Des colloques se tiennent, on affiche Brecht pour de longues semaines de programmation. A Grenoble, à Nanterre, à Rennes... des reveues sont entièrement consacrées à Brecht : « Silex », « l'Herne » et « Oblique ».

Mais tout cela serait un peu solennel et pontifiant s'il n'y avait heureusement un loup dans la bergerie : le Grenoblois Lavaudant. Pour sa version de « Maître Puntila et son valet Matti », il n'a pas repris le flambeau de la théorisation. Il a balancé par-dessus bord tous les postulats terroristes imposés en France depuis des années par une poignée d'intellectuels soi-disant brechtiens.

Lavaudant a mis le combat entre le maître Puntila et son chauffeur Matti dans sa boîte à images : les cartes postales se suivent et ne se ressemblent pas. Elles sont tantôt expressionnistes, tantôt hyperréalistes ; elles appartiennent au monde du cinéma ou à celui de la littérature, à l'univers de la bande dessinée ou à celui du music-hall.



L'on pourrait citer des noms en vrac : Godard, Artaud, Sennet, Pagnol, Warhol, etc. mais aucun ne serait tout à fait exact. Car le sarcasme pulvérise tout, émiette tout et rend incertaine toute référence précise. Au moment où l'on pourrait se croire dans un film de Chaplin, le comique devient cauchemar et les personnages se comportent comme dans un livre de Boukowski : d'émouvants ils deviennent sordides. Gabriel Monnet en Puntila excelle dans ses changements de registres. Epoustouflant ! Monnet superstar ! Il « prend son pied » et le public avec lui. Là est la réussite de Lavaudant : si l'on excepte le « Lux in Tenebris » monté par Pierre-Etienne Heymann l'an dernier, jamais Brecht n'avait été joué en France avec une telle volonté de plaisir.

J.-P.L.

Bandol en grand écran

A l'initiative de l'Office municipal de la culture, des arts et des loisirs de Bandol, et du maire socialiste de la ville, Christian Goux, le casino municipal accueille, les 28, 29, 30 avril et 1er mai, des « Journées cinématographiques ». Animées par Frantz Gévaudan, critique à « Cinéma 78 », elles permettront aux habitants de la région de découvrir des filons trop souvent réservés aux écrans parisiens.

A savoir : « l'Ombre des châteaux », de Daniel Duval (France), « Adoption », de Marta Meszaros (Hongrie), « Omar Gatlato », de Merzak Allouche (Algérie), « Irène, Irène », de Peter del Monte (Italie), « l'Ami américain », de Wim Wenders (R.f.a.), « Les Indiens sont encore loin », de Patricia Moraz (Suisse), « la Spirale », d'Armand Mattelard (France), « Touche pas à mon copain », de Bernard Bouthier (France) et « Paradis d'été », de Gunnel Lindblom (Suède).

Montgolfières aux Salines royales

La Franche-Comté sera en fête les 5, 6 et 7 mai. A Arc-et-Senans, aux Salines royales, le Centre International de réflexions sur le futur organise la quatrième « Fête du futur ». Vingt mille personnes étaient venues en 1977. Cette année, le programme est encore plus riche.

Des expositions : « le Vent, paysages du vent », « Eoliennes du futur » et « Moulins à vent ». Des ateliers, pour fabriquer des cerfs-volants, des montgolfières et des « costumes du futur ». De la musique et des concerts. Des évolutions de mini-montgolfières, de chars à voile, d'« éléphants volants » et de « bannières pour habiller les bâtiments » signées par Jean Messagier.

Et, pendant tout le temps de la fête, se déroulera le championnat de France de montgolfières.

La fête du mazout

Après les manifs, la fête. Une façon différente de protester contre les marées noires à répétition... A l'origine de cette fête pas comme les autres, il y a « l'Indicateur des chemins de dérive », journal des lycéens de Sartrouville, et le Fram, communauté éducative des Eclaireurs de France. « Nous voulons crier notre dégoût et notre colère de la mer massacrée, de la Bretagne polluée, de la jeunesse utilisée une fois de plus. Nous voulons une protestation neuve, efficace. Sortir de Pierre Bellemare et de la récupération par les médias prostitués aux pouvoirs... »

La fête durera trois jours, les 29, 30 avril et 1er mai à Sartrouville. Il y aura — entre autres — Rufus et Henri Tachan. Les bénéfices de la fête seront versés à des organisations de lutte anti-marée noire.

ESPAGNE: LA LIGNE CARRILLO

Santiago Carrillo, qui connaît son parti mieux que personne, a su canaliser le flux de contestation

C'ETAIT il y a seize mois, dans cette même salle de l'hôtel Mélia-Castilla. Le Parti socialiste ouvrier espagnol tenait son premier congrès dans l'Espagne post-franquiste, et deux mille militants s'entassaient, comme ce 19 avril 1978, dans un local au plafond trop bas conçu pour accueillir des conférences techniques ou des fêtes mondaines. Le P.s.o.e. n'était pas encore légalisé, et un service d'ordre imposant muni de brassards et de talkies-walkies se montrait particulièrement sourcilleux. Même décor pour le IXe congrès du P.c.e., le premier en Espagne depuis 1932. Même service d'ordre. Mêmes exclamations et « abrazos » spectaculaires entre vétérans sortis de l'ombre ou d'un interminable exil. Même tohu-bohu de jeunes qui découvrent avec une certaine griserie la vie politique au grand jour. Même ignorance des écriteaux « Défense de fumer », ce qui contribue rapidement à rendre l'atmosphère irrespirable.

Un portrait de Lénine en cadeau

Et j'allais dire : mêmes visages. Une même composition sociologique des congressistes. Une même fièvre. Même retard pour l'ouverture des travaux. Mêmes bousculades avec journalistes et cameramen. La tête tourne un peu. Où sont les congrès communistes d'antan ? Je me tourne vers la délégation soviétique, dirigée par le rédacteur en chef de la « Pravda », membre du comité central du P.c.u.s. Elle est composée de quatre personnes sagement assises depuis 10 heures du matin, l'heure officielle de l'ouverture des travaux. Il va être 11 heures. Les quatre délégués contemplent, effarés, ce spectacle, nouveau pour eux, placés au sixième rang, suivant un strict ordre alphabétique. Ce qui, pour les initiés, est singulier. Dans les congrès communistes, le P.c.u.s. occupe toujours la place d'honneur. La veille, ils ont remis, en guise de cadeau, un portrait de Lénine et publié un salut au congrès en forme de protestation et de mise en garde.

Simon Sanchez Montero, numéro deux du P.c.e., annonce que le comité central a cessé d'exister et propose une liste d'une cinquantaine de noms, censés diriger le Parti pendant les travaux, dans l'attente de l'élection de nouveaux dirigeants. Le congrès accueille diversement ce fastidieux énoncé. On applaudit les uns à tout rompre ; d'autres noms sont accueillis avec des silences significatifs. On vote : cartons oranges pour le « oui », verts pour le « non », bleus pour les abstentions. On votera ensuite pour l'adoption du règlement du congrès . Premiers votes, premières manifestations de mauvaise humeur. Une quarantaine de votes hostiles, 90 abstentions. Sur 1 300 délégués représentant 201 000 adhérents.



Santiago Carrillo.

Motif de mécontentement : le règlement du congrès est en fait la clef de son déroulement démocratique et il a été mis au point par le seul comité central et soumis la veille seulement aux présidents de délégations. Les délégués, eux, découvrent le jour même quelles seront les règles du jeu pour les votes en commissions et la composition de celles-ci, le temps de parole, la place faite aux dirigeants dans le débat public, etc. Par exemple, pour qu'une position minoritaire puisse être exposée en séance plénière, elle doit obtenir au moins un tiers des voix en commission. Ces minoritaires obtiendront deux fois la parole pour dix minutes sur quinze rapports présentés. La sacro-sainte commission des candidatures est désignée dans les mêmes conditions.

Pourtant, en dépit des multiples filtrages, les débats seront souvent vifs lors des réunions des délégations pour discuter du rapport lu pendant deux heures par Santiago Carrillo ; il en sera de même le lendemain dans les quinze commissions devant discuter les thèses présentées par le comité central. Certaines de ces dernières siégeront sans désemparer du jeudi 20 avril à 16 heures au vendredi à 6 heures du matin. A l'exception de l'une d'elles, la cinquième concernant le « gouvernement de concentration démocratique », qui sera adoptée par 90 % des délégués sans modification, toutes les thèses se verront plus ou moins largement remodelées par des amendements.

Quant au rapport du secrétaire général, il sera aussi remis en cause. D'une manière générale, la vivacité des attaques contre le P.s.o.e. a été jugée sévèrement et le rapport modifié dans le sens d'un rapprochement avec le parti qui domine la gauche espagnole. Et, surtout, une majorité s'est dégagée pour regretter le passage dans lequel Santiago Carrillo affirmait avec une certaine arrogance que cette liberté de discussion, nouvelle dans un parti communiste, avait été possible grâce au bon vouloir de la direction. Celle-ci, si elle l'avait voulu, aurait pu s'en tenir, selon lui, à un comportement beaucoup plus classique. Les délégués se sont sentis offensés par ce qu'ils ont jugé révéler un évident mépris de la base, voire une forme de paternalisme.

Carrillo connaît son parti comme per- →

→

sonne. Il a pourtant, semble-t-il, beaucoup appris au cours des semaines de préparation qui lui ont réservé bien des surprises désagréables et révélé l'ampleur du besoin de dialogue, de discussion. Depuis la légalisation d'avril 1977, le Parti a triplé ses effectifs. Les nouveaux venus se sont inscrits dans une organisation dont le chef se disait le champion de la démocratie pluraliste, de la tolérance politique et religieuse, de la réconciliation nationale ; d'un communisme au visage de la nouvelle Espagne, à la construction de laquelle il se voulait, à juste titre, partie prenante. Les nouveaux militants l'ont pris au pied de la lettre et ils en ont tiré les leçons pour le P.c.e. lui-même.

L'appareil, bien groupé autour de son secrétaire général, a pu, finalement, canaliser le flux contestataire. Si à la conférence des Asturies, par exemple, un délégué sur quatre avait quitté la salle, ces derniers n'étaient pas représentés au congrès ; Arecés, membre du comité central et chef de file du courant critique, n'a pas eu la possibilité de s'exprimer et n'a pas été reconduit dans ses fonctions. C'est au contraire un jeune cadre permanent carrilliste, Gerardo Iglesias, qui a pris en main la région où il faut s'attendre à des départs et à des épurations. Le P.s.u.c., puissante filiale catalane du P.c.e., a paru — si l'on a bien compris l'intervention de son président, Gregorio Lopez Raimundo, au congrès — rentrer de plus ou moins bonne grâce dans le rang, et la délégation de Madrid s'est finalement montrée fort compréhensive. Pour les trois ans à venir, la direction pourra ainsi compter sur un comité exécutif et un comité central dont elle a, en définitive, choisi chaque membre avec soin, l'élection à bulletin secret n'ayant réservé aucune surprise : une fois de plus, et dans la meilleure tradition, la commission des candidatures a fait du « bon travail »

Front de classe

Mais tous les observateurs ont pu sentir que quelque chose avait commencé, que les pouvoirs accrus donnés par l'article 54 des nouveaux statuts au secrétaire général ne suffiront pas à étouffer. Pour autant que telle soit sa volonté. Les délégués vont revenir devant leurs fédérations et les « agrupaciones » locales. En Catalogne, aux Asturies, à Madrid, personne n'est décidé à se transformer en muet du sérail. Santiago Carrillo a bien essayé, avec les leaders des Commissions ouvrières, de dresser les ouvriers contre les intellectuels en dénonçant ceux qui parlent d'or et qui empêchent de s'exprimer les gens qui, modestement, travaillent ; ceux qui font des discours au sein du Parti, mais qui ne participent pas à la vie militante qui doit être, essentiellement, tournée vers l'extérieur.

Certes, le succès relatif de l'organisation syndicale que contrôle le P.c.e. a donné plus de satisfactions lors de la grande consultation syndicale qui s'achève que les élections politiques du 15 juin 1977. Mais de là à jouer les ouvriers contre les autres, il y a un pas que le congrès lui-même s'est refusé à franchir en supprimant la référence à « l'hégémonie de la classe ouvrière » au profit d'une formule plus large qui ressemble, à s'y tromper, à la définition du front de classe du P.s. français. La querelle sur le léninisme est finalement passée au deuxième rang, puisque c'est en fin de compte la conception léniniste du

ITALIE: L'ETAT SAUVAGE

C'est justement parce que l'Etat italien est faible qu'il ne peut pas céder

De notre correspondant

"Nous sommes presque au moment zéro. C'est plus une question de secondes que de minutes. Nous sommes au moment de l'exécution », écrit Aldo Moro dans une poignante et désespérée « lettre de prison » arrivée quelques heures après l'impitoyable communiqué n° 8 des Brigades rouges. Depuis samedi 15 heures, expiration du délai de l'ultimatum du précédent communiqué, l'Italie était dans l'attente, suspendue à un nouveau signe des Brigades. Attente dans l'angoisse au siège de la D.c., Piazza del Gesu, dans un vieil immeuble aux couloirs glacés comme ceux d'un vieux couvent, ainsi que dans les sièges des autres partis. Le Sénat et la Chambre des députés étaient restés ouverts : les parlementaires débattaient des affaires courantes en attendant le moindre signe. Le pape s'était adressé « aux hommes des Brigades », leur demandant « à genoux », de « libérer Aldo Moro, simplement et sans condition ». Kurt Waldheim à l'Onu avait lancé un appel dans le même sens. Cette « reconnaissance » internationale pouvait-elle fléchir les Brigades ? Accepteraient-elles cette négociation en sous-main qu'une organisation humanitaire comme Caritas, sous la pression de la famille, se déclarait prête à engager ? Tout restait en suspens... Même les neuf (ou onze, selon d'autres sources) mandats d'arrêts contre des brigadistes, que la questure ne signait pas afin de ne pas paralyser d'éventuelles premières prises de contact.

Arrivé jeudi en fin de matinée à différentes rédactions de journaux à Turin, Gênes et Milan, le communiqué a clos tout espoir de « compromis » qui permette à l'Etat de ne pas négocier en tant que tel et à des organisations humanitaires de sauver la vie du prisonnier. Les B.r. demandent la libération « de treize prisonniers communistes ». Parmi eux, leurs principaux chefs historiques, dont Renato Curcio, jugés au procès de Turin. Mais dans la liste figurent aussi un dirigeant des Nap (groupe armé né à Naples parmi des intellectuels et des délinquants de droit commun et aujourd'hui décapité), un gangster notoire (qui a rejoint les Nap en prison) et même les tueurs du « Groupe du 22 Octobre », que déjà, en enlevant le juge Mario Sossi en 1974, les Brigades rouges avaient tenté de libérer. Le communiqué demande en outre « à la D.c. et à son gouvernement une réponse immédiate et positive ». Autrement, elles « exécuteront la sentence à laquelle Moro a été condamné ». C'est au gouvernement que s'adressent les Brigades rouges, et elles insistent sur leur refus de « tout médiateur ou intermédiaire ». Véritable diktat, ce communiqué semble vouloir mettre des conditions impossibles à la libération de Moro.

« Il était évident que les demandes d'échange avec des détenus étaient et sont inacceptables », a déclaré dans la nuit, après la réunion du Comité pour la sécurité, Giulio Andreotti, président du Conseil. L'Etat ne négociera pas. Les partis non plus — même les socialistes qui, la semaine dernière, par la voix de Bettino Craxi, avaient mis en cause cet « a priori ».

Si la demande d'échange de prisonniers était prévisible, elle a néanmoins surpris. En négociant avec l'Etat, les B.r. voulaient obtenir une « reconnaissance de fait ». Dans un climat de guerre civile, elles pensaient ainsi fonder leur « légitimité » de parti combattant. Or, par leurs « conditions impossibles », elles ont rétabli l'unanimité des partis constitutionnels.

Car les événements dramatiques de la semaine précédente avaient créé un clivage entre « faucons » et « colombes » qui a déchiré les partis. « Lotta continua », le quotidien d'extrême gauche, sous la pression de la famille, a lancé un appel pour sauver Moro à tout prix. Des évêques, des syndicalistes de la C.i.s.l. (centrale d'origine catholique), mais aussi de la C.g.i.l., des intellectuels, dont le communiste Lombardo Radice, l'ont aussitôt signé. « Le refus a priori de toute négociation nous lie les mains, expliquaient-ils. Parler avec des criminels ne signifie pas que l'on cesse de les considérer comme tels. » Ou : « Pourquoi jouer à l'Etat fort, alors que nous avons prouvé que celui-ci n'existe pas. »

Ce « parti des négociations », comme il a aussitôt été appelé, alliance plutôt hétérogène qui allait d'une droite catholique intégriste à l'extrême gauche, montre



l'inachèvement de l'Etat italien lui-même et la force d'une conception héritée d'une tradition catholique qui, il y a encore soixante ans, interdisait au croyant de participer à la vie politique de l'Italie née du Risorgimento. Mais la fermeté de la D.c. prouve que celle-ci, dans une situation déchirante, avait acquis un nouveau sens de l'Etat, même si les intérêts de ce dernier coïncidaient avec ceux du parti lui-même et de son ouverture vers les communistes. Pourtant, la D.c. était plus que déchirée : « Mon sang retombera sur vous, sur le parti, sur le pays », avait écrit Moro à Zaccagnini, le secrétaire général du parti et son ami de toujours. Et la position de la direction démochrétienne devenait d'autant plus délicate que les socialistes eux-mêmes disaient qu'il fallait tenter de trouver une issue qui ne soit pas la libération des détenus en négociant plus ou moins directement.

Les Brigades rouges jouaient cyniquement de toutes les contradictions du jeu politique. Le P.c.i. craignait déjà de devoir un jour porter le chapeau d'une position « dure » dont il avait été le premier partisan. Ce n'est pas le culte d'une abstraite raison d'Etat qui pousse le P.c.i. à l'intransigeance, expliquait Berlinguer à Florence ; mais, si l'Etat cède, d'autres partis armés naîtraient qui s'opposeraient à ceux qui se définissent rouges. Commencerait alors une guerre civile diffuse, qui déboucherait sur un régime de réaction.

C'est justement parce que l'Etat italien est faible qu'il ne peut céder. Comment convaincre les familles des kidnappés de ne pas payer les rançons si l'Etat ne donne pas l'exemple ? Comment convaincre des jurés tenaillés par la peur de siéger dans les procès des Brigades rouges ? Céder marquerait la naissance d'un processus à la sud-américaine. « Quel policier renoncerait alors, écrit le juriste socialiste Rodota, à tirer à vue sur le plus vague présumé B.r. pour éviter de le savoir libre la semaine d'après ? » Et il ajoute : « Une fois reconnue l'existence d'un parti armé et d'une situation de guerre civile, il serait inévitable de déclarer l'état de siège. »

Maintenant, le monde politique est de nouveau unanime. De « l'Unita » au « Popolo », quotidien de la Démocratie chrétienne, les éditoriaux ont les mêmes accents pour saluer ce 25 avril, anniversaire de la Libération : les Brigades rouges, haussant trop haut le tir, ont fait une erreur d'appréciation politique. Pourtant, elles peuvent tenter une dernière manœuvre. « Je demande, qu'à mes funérailles ne participent ni les autorités de l'Etat ni les hommes des partis. Je demande à être suivi du petit nombre de ceux qui m'ont vraiment aimé », écrit Moro dans sa dernière lettre. Lettre amère, parfois mesquine, d'un homme complètement détruit, reprochant à la D.c., à ses amis, aux autres partis de l'avoir « sacrifié ». Les Brigades rouges ne pourraient-elles pas utiliser ce sentiment d'avoir été trahi par tous pour obtenir enfin du « prisonnier » les révélations ou l'humiliante autocritique qu'elles escomptaient ? Et les envoyer au compte-gouttes par une suite de lettres manuscrites de Moro lui-même ? Quitte alors à le libérer et à le renvoyer comme une « mine flottante » dans le fragile équilibre des partis.

MARC SEMO

Parti qui a été remise en cause par le IXe congrès : les délégués n'ont pas accepté le principe du centralisme démocratique ; au contraire, les orateurs partisans de la suppression de la référence au léninisme ne cessaient de s'appuyer sur des textes de... Lénine, ce qui ne manquait pas de troubler des militants dont on a paru sous-estimer le niveau de formation politique.

Le P.c.e. a encore beaucoup de pain sur la planche s'il veut aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la suppression de toutes les séquelles héritées du stalinisme. La critique de la longue période kominterniste a, en effet, été presque totalement absente des rapports et n'est apparue qu'en filigrane dans les débats. Mais ce qui vient de se passer à Madrid peut acquérir, dans l'avenir, une dimension historique si les communistes espagnols, libérés des entraves des habitudes bureaucratiques, continuent d'aller de l'avant.

Il y a encore tant de réflexes à changer, tant de mécanismes à modifier que le processus ne peut qu'être long.

Nous serons donc des observateurs attentifs d'une évolution interessante.

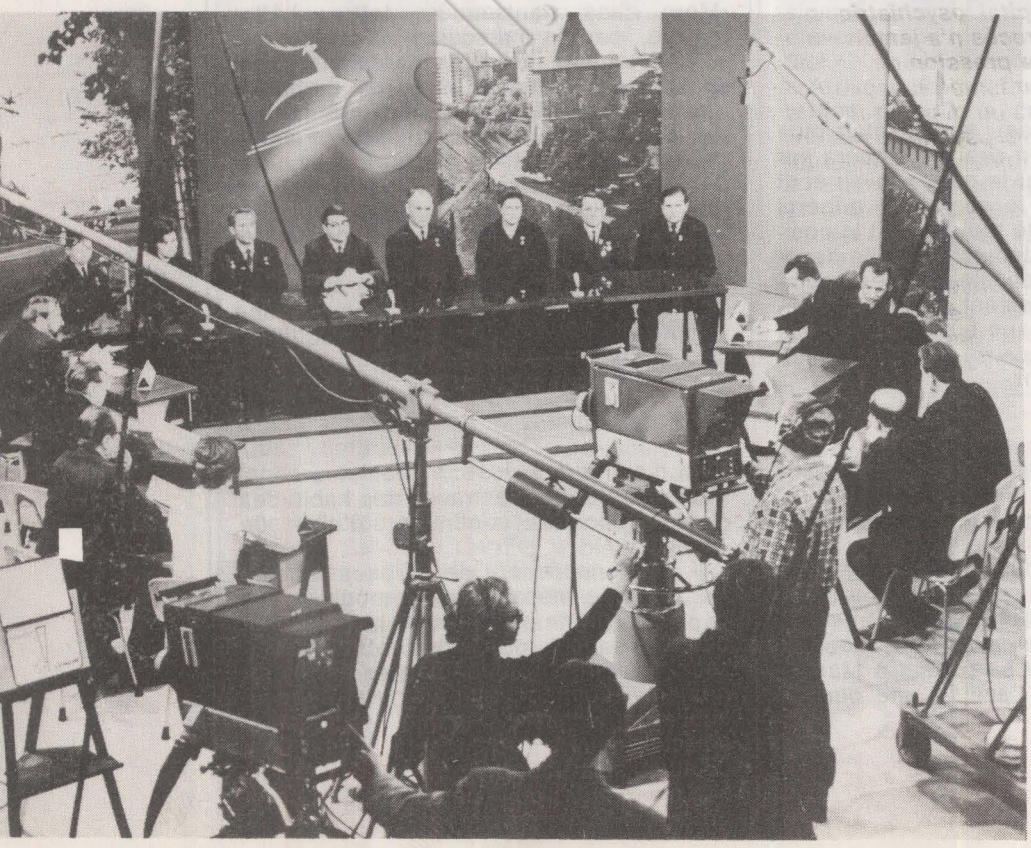
ANTOINE BLANCA



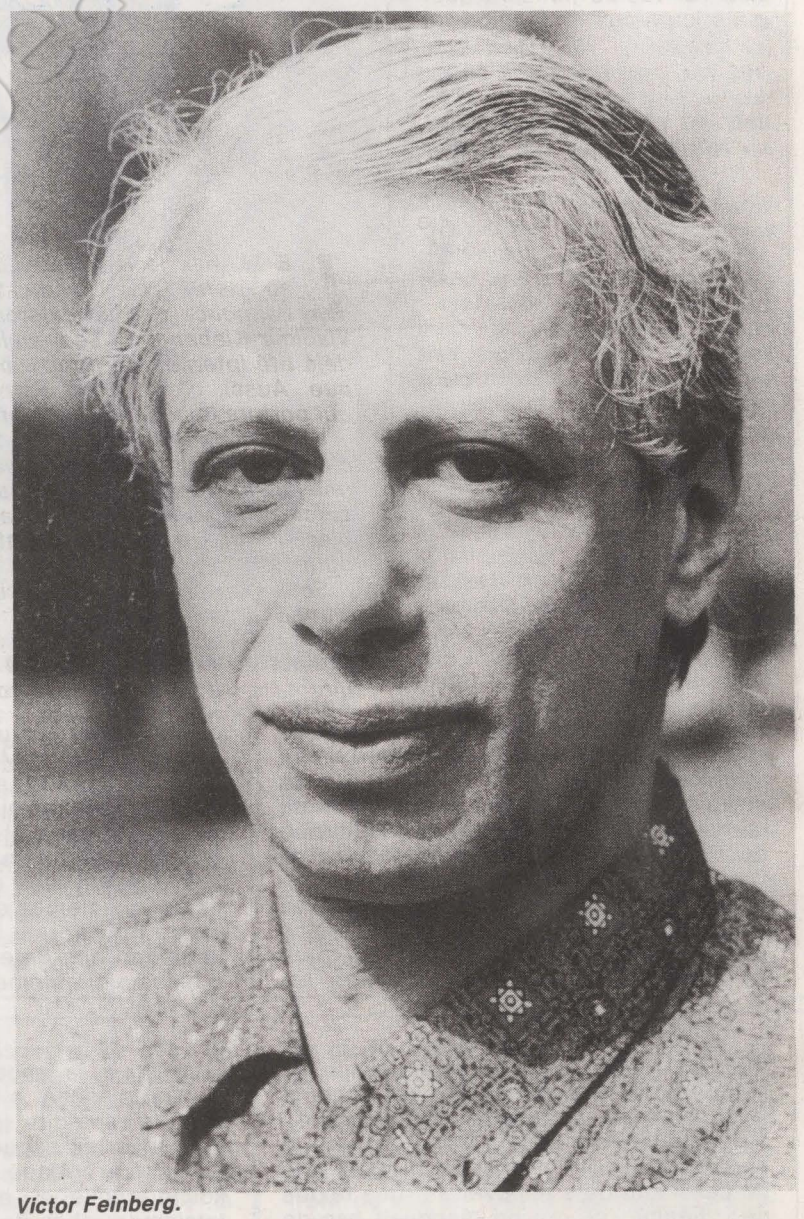
Les ouvriers lauréats du titre « Spécialistes parfaits » congratulés par des pionniers.



Equipe d'ouvriers championne de « l'Emulation socialiste ».



Des travailleurs « d'avant-garde » faisant le récit de leur expérience à la télévision.



Victor Feinberg.

VICTOR FEINBERG : "LE MOUVEMENT OUVRIER SOVIETIQUE EST EN TRAIN DE RENAITRE"

L'UNITE. — Dans quel contexte est né le syndicat ouvrier indépendant fondé par Vladimir Klebanov ?

VICTOR FEINBERG. — Ce syndicat est né à partir d'un mouvement de gens qui avaient été licenciés de leur travail, de chômeurs. Je ne pense pas que ce soit par hasard, car en ce moment, si ce mouvement avait surgi dans des entreprises, il aurait facilement été localisé et rapidement écrasé.

A Novotcherkask, en 1962, les ouvriers se sont soulevés spontanément ; ce n'était pas un soulèvement armé, mais la ville est restée pendant quelques jours aux mains des travailleurs. Ces dernières années, d'autres actions ouvrières ont pris ce caractère violent en Ukraine, comme le rapporte Leonid Pliouchtch dans son livre, mais aussi à Leningrad, à Vyborg, à Alexandrovo, une petite ville proche de Moscou.

Ces actions spontanées étaient dirigées contre la répression policière : à Alexandrovo, la milice avait battu à mort un ouvrier. En réponse, les ouvriers mirent le feu au siège de la milice de la ville. Mais la conscience de classe des ouvriers soviétiques était particulièrement déformée, parce que le citoyen soviétique vit dans une double pensée. C'est la seule forme de pensée qui puisse lui permettre d'exister. D'un côté, il doit croire aveuglément ce que dit la propagande, car, s'il ne le fait pas, on le déclare fou ou on l'emprisonne. De l'autre, il ne peut croire complètement à ce mythe, parce qu'il vit dans une réalité différente de celle que présente la propagande. C'est-à-dire que, d'une façon ou d'une autre, il doit tromper le pouvoir et se mentir à lui-même.

Mais, aujourd'hui, cette première expérience d'un syndicat libre me paraît être le début d'un mouvement ouvrier conscient. Et c'est la conséquence directe de la victoire du Comité pour la défense des droits de l'homme. Cette victoire, acquise au prix de dizaines de milliers d'arrestations, d'emprisonnements, de centaines de morts dans les camps, a été la parution de la « chronique » qui a fait connaître toutes ces actions ouvrières, chronique qui était reprise par la B.b.c., la Voix de l'Amérique et d'autres postes étrangers, sauf la radio française, bien sûr.

LE 1er mai, le Syndicat libre d'U.r.s.s. participera, à Paris, au défilé des syndicats français. Ses fondateurs — l'annonce de son existence date du 27 février dernier —, Vladimir Klebanov et ses amis, ont pour la plupart d'entre eux déjà été internés en hôpital psychiatrique par la police soviétique. Aussi, c'est Victor Feinberg, ouvrier soviétique en exil, qui portera la banderole réclamant leur libération.

Victor Feinberg est né en 1931 à Kharkov, en Ukraine. Mais c'est à Leningrad qu'il a travaillé comme ouvrier qualifié dans une usine de mécanique, jusqu'en août 1968 où il fut arrêté parce qu'il avait manifesté avec quelques intellectuels sur la place Rouge à Moscou, contre l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Seul ouvrier à avoir participé à cette manifestation, il est immédiatement interné en hôpital psychiatrique. A l'inverse des autres manifestants, son procès n'a jamais été ouvert.

Il est libéré en 1973 grâce à la pression de l'opinion publique internationale. Avec un visa pour Israël, il gagne l'Occident.

Il vit actuellement à Londres, où il poursuit à la tête de la Capa (Campagne contre les abus psychiatriques en U.r.s.s. et dans les pays de l'Est) sa lutte pour la défense des droits de l'homme en Union soviétique.

Le 11 avril, il participait avec trois autres ouvriers (un Polonais, un Roumain et un Tchécoslovaque), à Paris, à une conférence de presse où ils réclamèrent le droit pour les travailleurs des pays de l'Est à s'organiser en syndicats indépendants.

Dans cet entretien, il parle de l'événement que constitue la création du premier syndicat ouvrier indépendant en Union soviétique et de l'importance qu'elle revêt pour le mouvement de défense des libertés dans ce pays.

E.P.

— Mais les ouvriers soviétiques avaient-ils connaissance de la « chronique » et de l'action des intellectuels dissidents ?

— Ils savaient naturellement, parce qu'ils écoutent ces radios. Mais ce n'est que très récemment que les rapports entre eux et les « dissidents » ont changé. Avant, ceux-ci étaient pour eux des espèces de Don Quichotte, dans le meilleur des cas. Ils n'avaient pas confiance en eux. Ils pensaient que tout ça venait de quelques caprices d'intellectuels, et maintenant ils se sont aperçus que ce mouvement avait remporté des victoires. Et que, notamment, on a peur d'arrêter Andrei Sakharov.

A propos de Sakharov, il y a une anecdote qui circulait quand j'étais encore là-bas, interné : dans une queue devant un magasin où l'on vend de la vodka, un ouvrier dit à un autre : « La vodka va augmenter ». Et l'autre répond : « C'est impossible, l'académicien Sakharov ne le permettra pas ». Le rôle du mouvement des droits de l'homme a été aussi de tuer la peur. C'était un objectif difficile, parce que pendant des années la terreur a régné tuant des dizaines de millions de gens innocents. Et cela était calculé. Il faut définitivement tuer cette peur, et elle est encore loin d'être morte. Si elle l'était, il n'y aurait plus aucun problème, ni hôpital psychiatrique ni autre prison.

— Qui sont ces nouveaux syndicalistes ?

— Les fondateurs étaient quarante-trois ; ceux qui ont été d'accord pour adhérer, deux cent quarante. Mais il ne faut pas oublier que ces ouvriers étaient en permanence surveillés et inquiétés par le K.g.b., que les lettres d'adhésion étaient ouvertes. Le nombre réel des adhésions était sans aucun doute beaucoup plus important. Il n'y avait pas des centaines de lettres, il y en avait assurément des milliers, car l'annonce de la fondation de ce syndicat a été immédiatement répercutée par la B.b.c. et par la Voix de l'Amérique. Tous les travailleurs de notre pays en ont eu connaissance.

C'est cependant miracle que tant de lettres soient quand même parvenues.

Ce qu'il me semble intéressant de souligner, c'est que ce mouvement ouvrier est absolument lié à la répression psychiatrique, car c'est avec →

cette méthode que les autorités soviétiques résolvent les contradictions internes. Et elles n'ont pas l'intention de l'abandonner, malgré la formidable pression de l'opinion publique dans les pays occidentaux. D'abord, parce que cette méthode permet de préserver le mythe de l'Union soviétique — pays où il n'y a pas de prisonniers politiques, seulement des criminels ou des malades mentaux. C'est pour cela qu'on a interné Vladimir Klebanov et ses amis. Ensuite, parce que les internés psychiatriques purgent leur peine pour un temps indéterminé. Ce qui contribue plus que les camps et les prisons à entretenir la peur. Je ne peux pas m'empêcher d'admirer ces hommes. Pensez qu'il faut un certain héroïsme pour que des gens peu instruits, qui n'avaient aucun contact avec l'Occident, fassent une telle démarche.

— Les succès du mouvement ouvrier polonais ont-ils eu une influence sur le mouvement ouvrier soviétique ?

— En ce qui concerne la constitution de ce syndicat indépendant, je ne pense pas. Parce que ce « mouvement des chômeurs » est apparu, de leur propre aveu, en 1975, c'est-à-dire qu'il ne pouvait pas être lié aux grandes grèves polonaises de 1976. Mais elles ont sûrement eu une influence sur les ouvriers soviétiques en général.

— Les membres de ce nouveau syndicat sont-ils encore communistes ? Sont-ils marxistes ?

— Je vais vous dire en deux mots ce qu'était la mentalité de l'ouvrier soviétique du temps de Staline et du temps de Khrouchtchev : la masse en général — et elle n'a pas tellement changé — faisait des critiques acerbes contre la bureaucratie moyenne, contre les autorités locales et intermédiaires, contre la corruption des membres du Parti. Et c'est pour cela qu'ils approuvaient Staline de les expédier dans les camps. Mais ils ne faisaient pas de critique contre le régime lui-même. Ainsi Staline, à leurs yeux, défendait-il la classe ouvrière. Inutile de vous dire que ce n'était pas l'opinion de ceux qui étaient passés par les camps. Les ouvriers considéraient Khrouchtchev comme un faible, tout simplement comme un mauvais patron. Ils voulaient, en fait, un patron fort, qui mette de l'ordre dans l'économie de la production : comme ça, il serait plus facile de travailler. Il les défendrait comme leur tsar, comme un seigneur.

A cette époque, ils n'avaient pas pris conscience de la nécessité de décider eux-mêmes, de prendre l'initiative de participer à l'administration de l'entreprise, de créer une nouvelle institution pour défendre leurs droits, etc. Parce que la propagande leur ressassait qu'ils vivaient dans une société socialiste et démocratique, la plus développée des démocraties existant dans le monde : « Vous avez tout, vous avez des syndicats, vous pouvez même participer à l'administration de l'économie de votre pays. » Chaque mois, en effet, dans les usines soviétiques il y a une « assemblée de la production », où l'on discute de ce qui a été fait pendant le mois. Chacun peut y faire des critiques et critiquer même le directeur du Plan. On peut faire des propositions qui concernent le Plan quinquennal.

Mais tout ça, c'est de la comédie. Et tous les ouvriers le savent. Parce que celui qui critique la direction a une partie de son salaire supprimée ou est mis à la porte. En ce qui concerne le Plan, quand un ouvrier fait une proposition, c'est la même chose. Par exemple, quand l'ingénieur principal de l'usine où je travaillais — c'était un démagogue à toute épreuve — terminait son discours, il disait toujours : « Nous voyons poindre le communisme radieux à l'horizon ». Les ouvriers, à cette époque, le croyaient. Maintenant, ils ne croient plus ce type de discours. Maintenant, ils comprennent que le Parti n'est pas leur parti, que les Syndicats ne sont pas leurs syndicats.

Quant à savoir s'ils sont encore marxistes ou communistes, je pense que leur conscience est fortement troublée. Je pense qu'ils ne veulent pas entrer dans ces spéculations idéologiques. Ces nouveaux syndicalistes veulent souligner qu'ils sont de loyaux citoyens soviétiques. Ils insistent bien sur le fait qu'ils ne sont pas des dissidents, qu'ils ne sont pas des renégats. Ils ont d'ailleurs spéculé sur cette affirmation de loyauté, parce qu'au départ ils pensaient qu'en ne se mêlant pas aux dissidents ils seraient défendables. Mais, comme ils ont vu que ça ne servait à rien, ils sont venus trouver les nôtres pour leur demander d'écrire au ministère de l'Intérieur afin de réclamer l'enregistrement de leur syndicat indépendant...

— Les relations sont donc encore difficiles entre le Comité pour la défense des droits de l'homme, animé par les intellectuels, et les ouvriers ?

— Ces ouvriers sentent une sorte de barrière entre les intellectuels et eux. Il y a, de part et d'autre, un très profond sentiment d'incompréhension que je comprends très bien parce que, quand j'étais ouvrier, j'avais des préjugés, des « a priori » à l'égard de l'intelligentsia. Je me suis aperçu ensuite que l'intelligentsia ne comprend pas les ouvriers. Et, pour les « dissidents », ces derniers mois ont été pénibles, parce qu'ils auraient voulu aider les ouvriers et en même temps ils n'osaient rien leur imposer. D'autant que le problème des « dissidents » et le problème d'ordre syndical de ces ouvriers n'est pas tellement différent : c'est toujours un problème de liberté.

La constitution de ce syndicat représente une grande victoire, parce que maintenant ils savent comment agir. Ils emploient les mêmes méthodes que nous, ils ont constitué leur organisation à l'exemple du Comité pour la défense des droits de l'homme, ils ont organisé une conférence de presse. Et c'est sans aucun doute l'expérience du Comité pour la défense des droits de l'homme, qui avait reçu l'appui de certains intellectuels occidentaux et de l'opinion publique occidentale, qui les a incités à demander leur aide aux syndicats occidentaux. C'est aussi une grande victoire du mouvement pour les libertés en U.r.s.s. que ce rapprochement de la classe ouvrière et de ceux du Comité pour la défense des droits de l'homme. Car je pense, comme Borissov, « ouvrier dissident » comme moi, que la participation de la classe ouvrière à ce mouvement était essentielle ; sinon, notre lutte difficile durerait des dizaines et des dizaines d'années.

— La création de ce syndicat peut-elle déboucher sur une véritable organisation de la classe ouvrière ?

— Je ne peux pas répondre à cette question, parce que cela dépend en grande partie du comportement de l'Occident, et surtout des syndicats occidentaux. Si les syndicats apportent une aide immédiate, alors il y aura des changements profonds. Je vais vous donner un exemple de l'aide que peuvent apporter les Occidentaux à ce genre de mouvement : à la fin de l'année 1973, quand le Pouvoir, après l'annonce de la déclaration du Comité pour la défense des droits de l'homme, voulait arrêter Sakharov, une lettre est parvenue de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis dans laquelle les universitaires américains menaçaient d'interrompre les relations universitaires entre les deux pays si la répression s'abattait sur Sakharov. Depuis, une espèce d'immunité que le pouvoir a peur de violer protège Sakharov. Le fait qu'un homme bénéficie d'une protection constitue une frontière à la terreur. Les syndicats ouvriers peuvent utiliser, eux, l'arme du boycottage, par exemple refuser de charger ou décharger les navires soviétiques.

Ce qu'attend aussi des syndicats occidentaux le syndicat libre, c'est une aide matérielle.

Mais, ce qui est important aussi, c'est que ces ouvriers soviétiques ont fait le premier pas, puisque maintenant le principe du syndicat libre existe. Si on les arrête, d'autres les remplaceront qui reprendront l'idée. Il n'est plus possible de l'éliminer complètement.

Propos recueillis par
EMMANUELE PLAS

UNE DOCTRINE —QUI GARDE SES DISTANCES—

PAR COLETTE AUDRY

On pourrait caractériser l'eurocommunisme en disant que la critique du stalinisme à laquelle il procède s'exerce à distance. Dans le temps : erreurs du passé ! Dans l'espace : Union soviétique et P.c.u.s.

LES entretiens de Giuseppe Boffa et Gilles Martinet sur le stalinisme (1), parus en français à l'automne 1977, se sont déroulés en 1976, en un moment où le phénomène de l'eurocommunisme semblait en plein essor.

Ce n'est pas de lui qu'il est question dans ces conversations, mais il en constitue l'environnement. C'est à lui que sont dues pour une bonne part non seulement la possibilité, mais aussi la sérénité de ton de cette reprise à deux voix de toutes les données historiques, sociales et politiques du stalinisme pour aboutir à une réévaluation qui entend dépasser les disputes passionnelles et les classiques oppositions de courants. Au terme du dialogue, le stalinisme se trouve situé lui-même comme une énorme donnée, dont on ne peut pas ne pas tenir compte certes, mais qu'on peut désormais en quelque sorte cantonner, et qui ne devrait plus empêcher le socialisme de reprendre sa marche en avant dans les pays d'Europe occidentale.

Pourtant, cette exploration critique en vue de prendre ses distances à l'égard du stalinisme ne va pas sans un ensemble de précautions — l'évitement ou le refus de certaines interrogations en particulier — qui marquent des limites à l'eurocommunisme lui aussi. Et les interrogations sont celles mêmes que l'on voit aujourd'hui fuser plus ou moins confusément dans les rangs du P.c.f. après la défaite électorale de la gauche (**voir en page 8**).

La façon dont est traitée la filiation du stalinisme au léninisme en fournit un premier exemple. Pour le P.c.i., ce n'est pas un problème nouveau : Giuseppe Boffa note que « c'est un des points sur lesquels on a le plus discuté en Italie ». En France, Elleinstein a abordé la question sans s'y arrêter dans son essai sur « le Phénomène stalinien », et il faut retenir qu'il n'y répond pas par la négative pure et simple. Dans le « Dialogue sur le stali-



→

nisme », on constate que l'analyse des différences est moins centrée sur l'opposition léninisme - stalinisme que sur l'opposition Lénine-Staline. Boffa, pour sa part, tenant à rappeler que Lénine est davantage un praticien qu'un théoricien, préfère parler de « la pensée de Lénine » plutôt que de léninisme (ce qui écarte l'idée d'un système léniniste).

La description s'étend donc sur les réactions de Lénine à la fin de sa vie, sur sa résolution (dont fait foi le « Testament ») d'écarter Staline du secrétariat, sur son horreur d'une bureaucratie montante dans laquelle il reconnaît les tares caractéristiques de l'Etat tsariste ; bref, sur les efforts de Lénine pour réviser, rectifier tout un processus qui compromettait gravement à ses yeux l'avenir socialiste de la société soviétique. Tandis que Staline, lui, dit Gilles Martinet, « s'installe pesamment et tranquillement sur un terrain qui va lui être favorable ».

Le même thème général — qui est celui du rôle de l'individu dans l'Histoire — ressort sous une autre forme lorsque Boffa évoque — pour la repousser, mais sans la nier absolument — l'hypothèse de la folie de Staline. Question qu'il convient de décomposer :

1. — D'abord, y a-t-il lieu de parler de folie à propos de Staline ? Non, dit Boffa, s'il s'agit « de quelque chose de démentiel ». Mais, « si par folie nous entendons ce que j'appellerai une folie politique, en ce sens que le coût de la terreur était tel qu'il en rend la seule idée déraisonnable à nos yeux, je pense en convenir. Mais cela ne signifie pas que le comportement de Staline fut celui d'un paranoïaque ; ce fut au contraire le choix lucide et despotique d'un homme qui entendait mettre fin à n'importe quel prix à une longue lutte politique ».

C'est oublier que la paranoïa ne s'accompagne pas de confusion mentale ; sa définition est celle d'« un délire chronique systématisé avec conservation de la clarté et de l'ordre dans la pensée ». Un délire paranoïaque est une construction rationnelle — nous ne disons pas : raisonnable. De telle sorte que la « folie politique » (expression qui ne correspond d'ailleurs à aucune classification médicale), la « déraison » dont parle Boffa, peut très bien être une construction paranoïaque appliquée à la réalité politique.

Hypothèse que confirmeraient la poursuite acharnée et comme insatiable de cette politique, même quand toute velléité d'opposition a disparu en U.r.s.s. (et ainsi, tout en entendant lucidement « mettre fin » à la lutte, Staline ne pouvait jamais estimer que la fin était advenue), la méfiance grandissante et généralisée du dictateur, la terreur (révélée par le rapport Khrouchtchev) qu'il inspirait à ses plus proches collaborateurs chaque fois qu'il les convoquait. Autant de comportements, d'attitudes typiquement paranoïaques qui non seulement ne sont pas incompatibles avec l'exercice du pouvoir, mais que la détention d'un pouvoir de plus en plus absolu tend à exacerber.

2. — Vient alors la question de fond : comment un parti ouvrier, amené à sauter par-dessus l'étape de la révolution bourgeoise afin d'en mieux assurer les conquêtes en jetant les premières bases d'une société socialiste, en est-il arrivé à laisser s'instaurer un régime qui concentrait entre les mains d'un seul homme la totalité du pouvoir, qui livrait le pays aux errements et à la démesure toujours possibles d'un seul ? Au centre du faisceau des facteurs de toute sorte que les deux interlocuteurs analysent et rassemblent, en insistant sur le facteur social et en s'interrogeant plus particulièrement sur l'évolution du tissu social en U.r.s.s., on finit toujours par retrouver le facteur subjectif — le Parti — comme facteur déterminant.

Despotisme, éclairé ou non

Le Parti forgé par Lénine et que Staline s'est peu à peu approprié grâce à sa position au secrétariat et au moyen d'organismes tels que l'Outchraspred (2), né en 1920, auquel succéda en 1924 l'Orgaspred, section du secrétariat. Ces organismes, Staline ne les a pas créés seul, mais c'est par eux qu'il a peu à peu conquis la haute main sur l'immense réseau de responsables du Parti, sur leur carrière, leur liberté, leur vie, ainsi que le montrait Boris Souvarine dès les années trente. Il montrait par la même que la progression irrésistible de cette emprise sur l'appareil rendait dérisoires les batailles d'arguments des oppositions, soit pour démocratiser le parti (Trotski), soit pour infléchir la ligne politique (Boukharine).

Ce parti, bien avant Léon Blum dans son discours de Tours, Trotski et Rosa Luxemburg en avaient fait la critique ; Trotski en avait prévu toute l'évolution. Boffa et Martinet n'éludent pas le problème du Parti (il est au cœur de tout ; il a aujourd'hui dépassé dans le P.c.f. le stade de l'émergence, sans qu'on puisse encore prévoir comment il sera résolu) ; mais ils ne s'y aventurent pas en profondeur. Ce qui est évoqué par Boffa, c'est le coup de bascule décisif de 1921, au Xe congrès, où fut votée la suppression des fractions.

Dans l'esprit de Lénine et de ses partisans, de Trotski et de sa tendance, la suppression devait être temporaire ; ce fut, en réalité, une abolition pure et simple, bientôt élevée à la hauteur d'un principe. A partir de là, Giuseppe Boffa constate que « la perspective la plus favorable » (concernant l'exercice du pouvoir en U.r.s.s.) devient celle d'un despotisme éclairé : autrement dit, que la seule perspective devient celle du despotisme, éclairé ou non.

Quant au caractère politique de ce despotisme, Gilles Martinet conteste le terme de bonapartisme, utilisé en particulier par Trotski. Il remarque, en effet, que le propre d'un régime bonapartiste est d'être transitoire (le temps de régler autoritairement les contradictions au profit de telle ou telle couche sociale). Or, dit-il, la bureaucratie stalinienne « n'assure pas un intérim, elle établit un nouveau pouvoir ». Ce nouveau pouvoir, quelle est, au juste, sa nature ? Les deux auteurs, qui le décrivent très bien et très complètement, se sont délibérément gardés d'élucider son rapport au socialisme.

Boffa, pour sa part, estime « positif » le fait d'avoir « évité les disputes stériles tendant à établir si l'on doit ou non définir comme socialistes la société soviétique et d'autres sociétés analogues ». Il ajoute toutefois que « cette forme déterminée de socialisme, qui se juge déjà plus ou moins achevée, ne correspond pas à nos conceptions ». Gilles Martinet, lui, constate : « Nous ne savons ni quand ni comment une alternative socialiste au stalinisme pourra s'imposer en Union soviétique », et c'est bien là une prise de position quant au caractère non socialiste du régime actuel.

Certes, tant que ne sera pas entreprise victorieusement quelque part une expérience démocratique et pluraliste (telle qu'elle aurait pu se dérouler en Tchécoslovaquie). Il sera toujours loisible aux porte-parole des pays de l'Est, de répéter que le socialisme réel est ce qui existe réellement et qu'il n'y en a pas d'autre, concluant d'un non-avènement historique à une impossibilité d'existence. Mais il n'aurait pas été tellement « stérile », nous semble-t-il, de démontrer le caractère purement scolastique de cette façon de raisonner, et surtout d'exposer « ce qui correspond à nos conceptions ».

La parution de cette analyse à deux voix du stalinisme n'est guère imaginable à une époque antérieure. Entre deux hommes d'appartenance politique différente, un communiste et un socialiste, tous deux responsables nationaux, le dialogue public est devenu possible, disions-nous, parce qu'existe ce qu'on appelle l'eurocommunisme. Mais le fait qu'un tel dialogue ne soit pas encore imaginable, en revanche, entre deux hommes d'une même nationalité, le fait même qu'il n'aurait sans doute pas pu avoir lieu si le responsable communiste avait été français et le socialiste italien souligne bien les limites de l'eurocommunisme, phénomène mal défini, ambigu, fort peu homogène, moment instable de l'histoire du stalinisme.

On pourrait le caractériser en disant que la critique du stalinisme à laquelle il procède s'exerce à distance



Staline et Boukharine



Rosa Luxemburg.



Léon Trotski



Lénine, en 1922.

— A distance dans le temps, historiquement, rétrospectivement, concernant les erreurs du passé ;

— A distance dans l'espace, puisque cette critique vise essentiellement l'U.r.s.s. et le P.c.u.s., et qu'elle reste à peu près muette sur les rapports de ce dernier avec les partis occidentaux.

C'est, dira-t-on, parce que l'eurocommunisme est le fait de partis vivant et agissant dans des pays capitalistes, qu'il concerne la marge d'autodétermination de leurs politiques intérieures respectives. Or, plus profondément, c'est plutôt parce qu'il ne concerne actuellement que cette marge. La critique ne s'est pas encore retournée sur le Parti lui-même, sur la conception qu'il a de lui-même et de son fonctionnement, sur son imprégnation persistante par le stalinisme. Comme si, le stalinisme ayant été constitué en corps extérieur, il suffisait, pour en être délivré, de le projeter à distance.

Nécessaire prédominance

Ce qui permet de comprendre, par exemple, comment Kanapa, dans une conférence faite à l'automne dernier à l'école centrale du P.c.f. pouvait condamner la tactique « classe contre classe » de l'Internationale communiste en 1928 et affirmer la fausseté du qualificatif « social-fasciste », « faux du point de vue de la théorie politique, et nocif car il entrave la réalisation de la nécessaire alliance des socialistes et des communistes », et cela en pleine période d'agression du P.s. par le P.c. (le P.s. recule... tourne le dos au Programme commun... donne des gages à la grande bourgeoisie... poursuit une politique d'abandon). Ainsi, le terme de social-fascisme était rejeté dans un passe révolu, au moment où l'ancienne pratique du dénigrement était réactivée au maximum.

De telle sorte que la critique du stalinisme au passé avait pour effet de camoufler sa renaissance présente pour la rendre plus opérante ; second visage inattendu de l'eurocommunisme : il se présente comme la garantie d'une destalinisation encore loin de son achèvement.

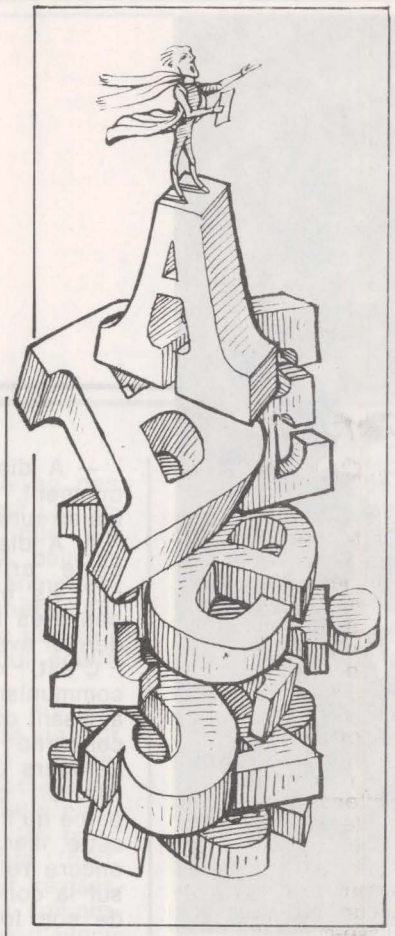
C'est à peu près d'ailleurs ce qu'ont tenu à indiquer Gilles Martinet et Giuseppe Boffa, le premier en notant : « Il y a une thèse qui ne sera pas touchée, c'est celle de la nécessaire prédominance du Parti » ; le second en parlant de « la défense du noyau fondamental ».

Et ainsi, au terme de leur récapitulation du stalinisme, les deux hommes se projettent, d'un commun accord, par-dessus le présent vers l'avenir.

Entre la reconstruction historique et l'ouverture vers l'avenir, le présent forme une tache aveugle parcourue de remous.

COLETTE AUDRY

(1) « Dialogue sur le stalinisme » (Editions Stock).
(2) Section de comptabilité et d'affectation des membres du Parti.



nos lecteurs ont la parole

Le fonctionnement du Parti

Après l'échec de la gauche aux élections législatives de mars 1978, un débat important en dehors de l'appareil anime et même secoue le Parti communiste.

De son côté, le Parti socialiste engage un débat relativement serein en son sein, en préparant dans les sections et les fédérations départementales la convention nationale du 29 avril. A cette occasion, les responsables nationaux s'expriment, voire s'affrontent dans la presse, donnant l'apparence d'un état fièvreux au sein du Parti socialiste.

Qu'en est-il réellement ?

Alors qu'il paraît indispensable de réfléchir collectivement, d'analyser les faits sans schéma préétabli et de se poser toutes les questions (et non pas simplement celles dont on est sûr de trouver la réponse dans le texte que l'on a voté lors du précédent congrès), alors que le Parti doit jouer son rôle essentiel, celui d'un creuset d'idées, on est frappé par la stérilité des débats et par leur conformisme aux stéréotypes...

Et pourtant, chacun s'accorde à dire que l'avenir de l'Union de la gauche dépend de la capacité du P.s. à apporter les réponses aux questions que se posent les travailleurs.

Or, ces réponses dépendent de la qualité du débat, reflet de l'organisation du Parti. Notre projet autogestionnaire ne sera crédible que si, dès aujourd'hui, nous sommes capables d'animer un véritable débat démocratique.

On ne peut plus cumuler les inconvénients du centralisme démocratique multipliés par le nombre de courants sans en avoir les avantages.

Nous devons continuer l'édification d'un grand parti démocratique, authentiquement socialiste et autogestionnaire.

Et, pour cela, nous devons nous interroger sur les raisons du blocage du débat : volonté délibérée de la direction ou/et mode de fonctionnement et de désignation des responsables.

La cooptation par les dirigeants des courants de pensée des candidats aux organismes directeurs du Parti, qui sont élus en fonction des votes émis sur les motions proposées au congrès, n'est-elle pas en partie responsable de cet état de fait ?

Les débats ne sont-ils pas trop souvent éloignés des préoccupations des militants et des travailleurs et ne risquent-ils pas d'écarter dangereusement le Parti du réel ?

Ce mode de désignation, dont nous reconnaissons les avantages, notamment la garantie de représentation aux minoritaires, ne doit-il pas être revu et amélioré ?

Le choix ne doit pas être entre l'unanimisme et les affrontements de militants d'appareils de courant, mais entre un parti figé qui reproduit les clivages historiques, les différentes strates du socialisme français et un parti homogène, vivant, démocratique, autogestionnaire.

Le fonctionnement du Parti socialiste, sa démocratie interne constitue l'un des problèmes de l'heure...

(DANIEL CHEROUVRIER
JACQUES GOUPIL
MICHEL PELLERIN
membres du bureau exécutif fédéral de Seine-et-Marne du P.s.)

Un effort pour notre presse

Militant socialiste convaincu et abonné à notre hebdomadaire « l'Unité » depuis plusieurs années, je voudrais faire quelques remarques constructives au sujet de notre journal.

En effet, alors que nous sommes le premier parti de France, et cela depuis les dernières élections, je pense que nous n'avons pas un journal à la mesure du Parti socialiste.

Parmi les camarades de notre parti, trop peu nombreux sont ceux qui sont abonnés à votre journal et je considère que cela est fort regrettable ; car comment sont-ils informés objectivement des problèmes politiques en général et des positions du P.s. en particulier ?

Pensons-nous aussi assez aux sympathisants qui achètent ou qui pourraient acheter notre journal ?

L'hebdomadaire d'un parti comme le nôtre ne pourrait-il pas être plus volumineux ?

Vu que la majorité des journaux sont contrôlés par la droite, ainsi que tous les moyens audiovisuels, ne serait-il pas possible et souhaitable de faire un effort pour notre presse d'information ?

(JEAN BONNET
31770 Colomiers)

• ***Cette lettre contient des remarques fort judicieuses qui rejoignent les appels que nous n'avons cessé de lancer aux militants et sympathisants du P.s. : c'est d'eux d'abord que dépend l'avenir de « l'Unité ».***

Les fautes du P.s.

Je vous écris pour vous faire part de mon étonnement devant l'autosatisfaction du parti socialiste, après l'échec du 19 mars. Ainsi donc le P.s. n'aurait rien à se reprocher, ou si peu de choses qu'à quoi bon en parler. Permettez-moi de ne pas partager ce point de vue.

Comprenez-moi bien : je ne doute pas que le P.c.f. soit, en effet, le principal responsable de l'échec. Oui, le P.c.f. a pratiqué la surenchère : oui, le P.c.f. a été démagogue ; oui, le P.c.f. a pratiqué le chantage au désistement ; oui, le P.c.f. a tout fait pour briser l'essor de notre parti ; oui, le P.c.f. s'est replié sur la classe ouvrière, abandonnant (provisoirement) l'espoir d'un rassemblement majoritaire ; oui, le P.c.f. a accepté le 13 mars ce qu'il avait refusé pendant six mois. Oui, oui, tout cela est vrai. Est-ce à dire que le P.s. n'a rien à se reprocher. Je ne le crois pas. Et mes critiques portent sur les points suivants :

1 - Le P.s. s'est laissé aller à une douce euphorie au printemps 77. La direction de notre parti était tellement sûre (non sans raison) de la victoire qu'elle a cru qu'il suffisait d'attendre tranquillement mars 78. D'où l'impréparation des dossiers de l'actualisation. La réponse des socialistes aux nouvelles propositions communistes a été longue à venir (nombre de nationalisations, par exemple). Nous avons ainsi prêté le flanc à l'accusation de « brouillard ». Nous n'avons jamais cessé de modifier nos thèmes de campagne. Nous aussi, nous avons accepté des choses que nous avions d'abord refusées : Smic à 2 400 F (quelle erreur !), conseils d'atelier (trop tardivement), etc.

2 - la position du parti sur les nationalisations m'a paru bien bizarre. Sans entrer dans le débat byzantin sur les filiales, comment expliquer que nous ayons refusé en 1977 des nationalisations qui figuraient au programme de François Mitterrand en 1974 (Peugeot-Citroën, sidérurgie, pétrole) ?

3 - Pendant la campagne, l'autogestion a pratiquement disparu de nos thèmes. Nous avons ainsi assité à ce paradoxe : c'est sur les affiches du P.c.f. qu'apparaissait le mot autogestion, tandis que s'étalaient sur les nôtres, ce dangereux slogan « la victoire en votant ». De sorte que nous sommes apparus moins comme un parti des travailleurs que comme un parti modéré, ce que nous ne sommes pas. Du moins, je l'espère.

(HERVE LE SOURD
91190 Gif-sur-Yvette)

Ne pas tendre la joue gauche

« Parfaire l'identité, la personnalité socialistes, condition première et nécessaire de la victoire de la gauche », c'est ainsi que s'exprime, fort à propos, François Mitterrand dans sa lettre aux militants. Heureuse initiative de notre premier secrétaire que celle d'avoir voulu s'entretenir avec la base simplement et directement pour soutenir notre réflexion ; nous lui sommes reconnaissants de ne pas céder à l'isolement et à la déception dans lesquels auraient pu l'incliner, d'une part, ses charges politiques passées et ses responsabilités à la tête de notre parti et, d'autre part, l'échec relatif des dernières élections.

Cela dit, développer et imposer l'originalité de notre mouvement conduit inévitablement à poser le problème de savoir ce que deviendra, dès maintenant, notre attitude à l'égard du Parti communiste, puisque l'Union de la gauche n'est pas remise en cause. En voici une interprétation toute personnelle et qui n'a d'autre but que celui de forger notre réflexion autour des quelques idées suivantes.

Il faut que notre parti reste dans l'opposition ; à cet égard, nous pouvons nous féliciter que nos responsables aient refusé les propositions d'« ouverture » si chichement offertes par la majorité au niveau des présidences des commissions parlementaires et dont nous pouvons nous demander, en l'absence d'une volonté réelle de sa part, si elles n'étaient pas un piège qui nous était tendu pour nous forcer à cautionner, plus ou moins, la politique de la droite.

Il faut nous dégager de l'emprise communiste ; en effet, nous nous sommes laissé entraîner, même si nous le nions, sur le

terrain branlant de la polémique stérile, parce que nous avons cru à la sincérité de notre partenaire. Nous avons reçu une gifle cuisante : elle nous a ébranlés, nous retrouvons nos esprits ; aussi, il ne s'agit pas de tendre la joue gauche, mais de serrer le poing (sans la rose !) pour le frapper sur la table.

Il faut repenser notre relation avec le Parti communiste dans le sens d'un nouveau rapport de forces réciproques ; à ce sujet, un Parti socialiste fort et déterminé au niveau de ces structures militantes, rigoureux et réaliste au niveau de son programme, puisque nous convenons que le Programme commun a vécu, en un mot sans complexe, devrait inciter nos partenaires à plus de modération et de prudence dans leurs attaques ; affûtons nos propositions pour constituer un projet de changement radical et cohérent de notre société qui apparaisse comme une véritable réponse aux problèmes actuels et à venir, prêt à prendre le relais, dans la foulée, le moment venu. Dans ces conditions, le Parti communiste se trouvera au pied du mur : soit qu'il accepte de participer avec nous au vu d'un accord unitaire de gouvernement, soit qu'il refuse pour se replier sur lui-même, et nous ne donnons pas cher, dans ce cas, des chances de ses dirigeants.

Nous n'avons plus rien à perdre ; en agissant de la sorte, nous aurons tout à gagner ; c'est un pari, nous pouvons le tenir. Et l'emporter.

(J.-P. LAYSSAC
01300 Belley)

Espoir ou utopie ?

Ce mot d'union, tant de fois prononcé par les signataires du Programme commun, n'a pas réalisé son but, l'espoir s'est soldé par un échec. La responsabilité en incombe aux politiciens sur lesquels les citoyens sympathisants et loyaux avaient misé : leur confiance et leur foi ont été profondément déçues. De telles paroles étaient prononcées (avec sérieux, il faut le dire) : le renforcement de l'Union de la gauche doit se faire, sans que jamais l'un s'oppose à l'autre ou lui porte ombrage. La rupture du 23 septembre, prolongée, réduisait l'espoir de la victoire et fut complétée par les résultats du 12 mars 1978.

De telles divergences au sein des partis de gauche se révèlent aberrantes. Existera-t-il un jour une véritable Union de la gauche, au mépris de l'orgueil et de banals intérêts personnels, ou l'espoir demeurera-t-il le domaine de l'utopie ?

(C. MOIOLI
06320 Cap-d'Ail)

Trop, c'est trop !

Bravo au camarade Terraubella pour la défense qu'il prend courageusement de la « social-démocratie », mais pas d'accord sur la non-universalité du socialisme, car je reste persuadé que le socialisme authentique sera universel ou ne sera pas et que « l'union des travailleurs fera la paix du monde ». Malheureusement, nous en sommes plus loin que jamais, car les prolétaires n'ont jamais été aussi nationalistes qu'actuellement, laissant au capitalisme le monopole de l'internationalisme. C'est là le résultat de l'hitlérisme, du stalinisme et du gaullisme conjugués et la victoire de ces derniers.

Mais revenons à la social-démocratie. Ma paresse, mon mauvais état de santé, l'âge avancé aidant, je n'ai pas jusqu'ici eu le courage de répliquer à tous ceux qui se disent socialistes et dénigrent et la social-démocratie et... le marxisme. Au reste, ce sont les mêmes et ils ne font qu'apporter de l'eau au moulin à slogans vides des staliniens...

On oublie l'apport énorme que la social-démocratie a fait au mouvement social. On préfère agiter les mots « révolution », « lutte de classes », « riches », « pauvres », toutes généralités qui n'engagent à rien, et... signer un Programme commun avec les tenants du « socialisme à la française ». Socialiste depuis mon enfance, d'une famille de militants socialistes, vieux militant moi-même, j'avoue ne pas connaître de « socialisme à la française », mais le socialisme tout court...

Sans doute certains aspects de la politique sociale-démocrate sont-ils périmés, mais la social-démocratie a apporté sa pierre à la construction du socialisme qui, comme l'autogestion, reste un objectif, l'objectif à atteindre et non à codifier à l'avance. Le capitalisme international a apporté lui aussi un certain progrès à l'humanité, mais, comme le capitalisme d'Etat en U.r.s.s., il l'a fait et continue de le faire sur le dos, aux dépens de tous les travailleurs, qu'ils appartiennent aux classes moyennes ou au prolétariat (de couleur ou non).

Alors, Programme commun ? Non, mais simplement union de tout le monde du travail, de tous les peuples pour

— le maximum de possibilités,
— le maximum de libertés

et, corrolaire, le maximum de responsabilités, pour permettre le plein épanouissement de tout citoyen.

C'est cela, le socialisme, c'est cela, l'autogestion vers lesquels il faut tendre et marcher « en tenant compte du réel », comme disait Jaurès.

(GASTON GOLDSCHILD
9e section de Paris)

Refuser la social-démocratie

Je remercie le camarade (et non Monsieur) Terraubella d'avoir bien voulu prendre en considération les extraits de ma lettre qu'avait publiés « l'Unité ». Je crains cependant qu'il ne les ait lus un peu vite ou que les extraits n'aient pas été suffisants. En effet, sa réponse tourne au procès d'intention. Je serais un « théoricien pur et dur », enfermé dans le « dogmatisme » d'une vision stéréotypée du monde. Je m'attendais presque à être traité de « léniniste sectaire ».

Cher camarade Terraubella, il s'agit peut-être d'un malentendu. Parfois, les mots trahissent leur auteur ou abusent le lecteur. Laisse-moi donc dire d'une autre façon ce que j'ai voulu écrire. J'appelle social-démocrate un parti qui, tout en se voulant soucieux de réformes sociales et ayant le soutien de beaucoup de travailleurs, n'a pas pour projet de rompre avec le capitalisme.

Dans ma lettre, je voulais attirer l'attention sur les implications des choix du P.s. sur le tiers monde, lequel, à de rares exceptions près, est partie intégrante du monde capitaliste...

Refuser la social-démocratie, c'est refuser la perpétuation, même sous une forme aménagée, de l'ordre international actuel. C'est aussi refuser l'imposture — je maintiens le mot — d'un projet qui rallie des suffrages nationaux autour des mots d'ordre de justice, de liberté, de prospérité, mais qui les refuse à d'autres peuples.

Se vouloir solidaire du tiers monde, c'est dénoncer l'offensive de l'idéologie sociale-démocrate dans le P.s., qu'elle soit avouée ou non (la plus dangereuse est d'ailleurs celle qui ne s'avoue pas comme telle). Et l'aide la plus efficace que nous puissions apporter au tiers monde, c'est la lutte, ici et maintenant, pour le socialisme et contre l'impérialisme, c'est-à-dire la fidélité aux choix d'Epinay.

(PIERRE PERMINGEAT
69100 Villeurbanne)

Pas d'anti-communisme !

Lecteur assidu de « l'Unité », et peu enclin à me manifester après la lecture d'articles avec lesquels je ne suis pas toujours d'accord, je me décide néanmoins à prendre ma plume, car il me semble que le numéro 292 dépasse les bornes lorsque l'on pense lire un hebdomadaire de gauche.

En effet, chacun connaît la maestria avec laquelle Jean-François Kahn manie le persiflage, mais de là à ne publier de son dernier livre que ce qui concerne le P.c.f., il y a une marge.

Comme le dit fort justement Claude Estier dans son article, il y a « les vraies et les fausses questions ». Nous connaissons tous les erreurs commises par le P.c.f. Or, puisque J.-F. Kahn ne se montre pas tendre avec le P.s., il aurait fallu faire preuve de courage en publiant le passage qui nous concerne. Je suis convaincu qu'il est très instructif.

Au lieu de cela, trois pages sur le P.c.f. qui ne nous apprennent rien.

Je suis inquiet, car un tel article ne peut que favoriser l'anticommunisme, qui n'est absolument pas de mise lorsqu'on a comme stratégie l'Union de la gauche.

Laissons ce genre de publication à « France-Soir » ou à « l'Aurore » ; j'attends autre chose d'un hebdomadaire socialiste !

(J.-P. LE COADIC
maire P.s., 95150 Taverny)

La carte améthyste

De nombreux petits retraités ayant obtenu la carte améthyste (transport gratuit) sont surpris, après un an d'usage, lorsqu'ils veulent renouveler leur carte, qu'on leur demande l'indispensable « certificat de non-imposition ».

Si l'un des conjoints a une retraite quasi normale, et si les ressources du ménage dépassent 22 000 F pour l'année, inutile d'espérer renouveler la carte améthyste ! Impossible aussi d'utiliser le ticket dans les composteurs du métro et du R.e.r. , le « sésame » n'ouvre plus les portillons ! Après les tracasseries administratives, les pièges ! Pauvres « anciens » !

Les fallacieuses et mirifiques promesses que l'on a faites aux petits retraités pour 1985 sont flatteuses, réconfortantes, mais combien de petits retraités savent qu'en 1985 ils n'auront peut-être plus besoin de rien ! En tout cas, d'autres, aussi désabusés, savent qu'ils devront faire face à tous les problèmes du troisième âge avec leur dérisoire minimum retraite, 11 000 F pour une année ! Alors qu'ils sont au régime général de la Sécurité sociale. Peut-être est-il utile de rappeler que les « anciens », qui dépassent aujourd'hui soixante-cinq ans, ont connu deux guerres : celle de 1914-1918 dans leur enfance, celle de 1940 à l'âge d'homme. Deux guerres dans une vie, n'est-ce pas assez pour flétrir une existence ?

Puisque l'on ne veut augmenter ces mini-retraites, ne pourrait-on tout au moins accorder la carte améthyste à tous ceux et à toutes celles qui, personnellement, n'ont droit qu'au minimum retraite ? 11 000 F pour l'année !

(M. RUIRE
Courbevoie)

au risque de vous plaire

spectacles

Où sont-ils ?

* Sébastian Maroto : à Paris, à l'Espace Pierre-Cardin, les 9, 11, 12 et 13 mai.

* Francis Lemarque : au Havre, à la maison de la culture, les 5 et 6 mai.

* Claude Yvans et Danou : à Rosporden le 29 avril, Bron le 3 mai, Thizy le 5, Saint-Etienne le 6, Rennes le 11, Hérouville le 12, Vire le 13, Alençon le 18, Paimpol le 20, Saint-Quentin le 23, Lyon (I.n.s.a.) le 24 et Vaulx-en-Velin le 25.

* Florence Camarroque et le groupe Nouvel Œdipe : à Champigny, au centre municipal d'animation (52, rue Derrien), le 6 mai.

* Jacques Antonin : un nouvel auteur-compositeur-interprète québécois, à Paris, au Lucernaire-Forum (53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e), jusqu'au 9 mai.

° Ernesto Rondo : un des rois du tango argentin, à Paris, au Café d'Edgar, jusqu'au 20 mai.

* Alexandre Lagoya : à Sochaux le 19 mai et à Créteil le 30.

* Yves Dutheil : à Montbéliard le 9 mai.

* Juliette Gréco : à Berne le 19 mai.

* Jean-Claude Vannier : à Paris, à la Mûrisserie de Bananes (15, rue des Halles, 1er), jusqu'au 9 mai.

* Michel Haumont, Alain Giroux et Cyril Lefebvre : trois guitaristes de blues, ragtime et picking, pour un concert unique à Paris, à l'Olympia, le 3 mai.

* Christine Authier : à La Rochelle, du 2 au 15 mai.

* André Burton : un Belge a Paris, à la Cour des Miracles (23, rue du Maine, 15e), du 2 mai au 17 juin.

* Andrée Simons : une Belge à Paris, aux Blancs-Manteaux (15, rue des Blancs-Manteaux, 4e), du 2 au 29 mai.

* Kolinda : du folk hongrois à Paris, au Théâtre de la Ville, à 18 h 30, du 9 au 13 mai.

* Ramsès : à Chartres le 17 mai, Angers le 18, Tours le 19, Poitiers le 20, Grenoble le 22, Clermont-Ferrand le 23, Limoges le 24, Orléans le 25 et Paris (église des Billettes) le 26.

* Alain Souchon : à Evreux le 4 mai, Les Mureaux le 13, Le Vaudreuil le 14, Arras le 19, Tremblay-lès-Gonesse le 20, Arcueil le 21, Nîmes le 24, Cergy-Pontoise le 26, Chambéry le 28 et Saint-Ouen le 30.

* Pierre Tisserand : à Lausanne du 11 au 17 mai, Martigny le 18, Genève les 19 et 20, Lucerne le 23, Fribourg les 24 et 25, Saint-Cergue le 26 et Troistorrents le 27.

* Julos Beaucarne : à Pietrebais le 1er, Verviers le 7, Les Brouzils le 15, Périgueux le 17, Guéret le 18, Limoges le 19, Tulle le 20, Lons-le-Saunier le 24, Saint-Claude le 25 et Etterbek le 28.

* Kolinda, Rosine Helga, Philippe Richeux, Michel Ripoche et Edwige : à Paris, au Théâtre de l'Est parisien, le 9 mai. Pour l'enregistrement de l'émission de France-Culture, réalisée par Eve Griliquez : « Libre-Parcours-Variétés ».

* Chant libre à Besançon : semaine de l'Immigration du 22 au 28 mai. Graeme Allwright les 22 et 23 mai. Djamel Allam, Algérien, le 24, José Alfonso, Portugais, le 26. Carlos Andreu, Catalan, le 27. Claude Antonini et Jean-Paul Farré le 28.

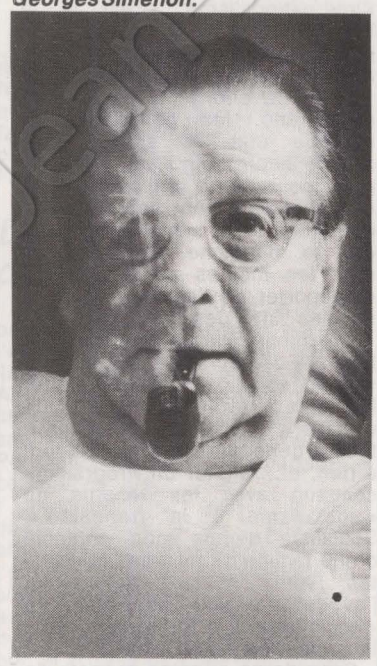
Andrée Simons.





Guy Bedos, vu par Solo.

Georges Simenon.



* Cuarteto Cedron : à Saint-Ouen le 9 mai, Romainville le 12 et L'Ile-Saint-Denis le 19.

* Tremplin au Golf Drouot : à Paris, 2, rue Drouot, 9e, des opérations régulières de promotion de groupes rock. Le « Tremplin » du 5 mai : les groupes Sens Interdit (Val-de-Marne), Bateau Ivre (Nord), Feu ma tante (Corrèze), Archipel (Calvados), Orphie (Paris) et T.n.t. (Val-de-Marne). Celui du 12 mai : les groupes Ampelopsis (Seine-Saint-Denis), Scorbut (Caen), Rachel (Montreuil) et Exil (Vitry).

* Michel Sohier : à Belfort du 5 au 13 mai, Fontenay-le-Comte le 18, Reims les 19, 20 et 21, Châteaudun le 27, Blois le 29 et Saintes le 31.

* Guy Bedos : à Nanterre le 24 mai, Caen le 27, Vitry le 28, et Neuville-lès-Dieppe le 30.

livres

Nouvelles de l'édition

*** Librairie académique Perrin.**

Jean-Charles Varennes y publie « Anne de Bourbon, roi de France ». Fille de Louis XI, elle sera portée à la régence et défendra les bourgeois contre les féodalités. Elle soutiendra les artistes et s'intéressera au sort des paysans. Etonnante femme de progrès, en ces temps de conservatisme !

*** Flammarion.**

Jean-Louis de Rambures, journaliste au « Monde », fait paraître « Comment travaillent les écrivains ». Il a interrogé Barthes, Bazin, Boudard, Butor, Dhôtel, Gallo, Gracq, Jouhandeau, Laurent, Le Clézio, Leiris, Lévi-Strauss, Mallet-Joris, Manchette, Modiano, Mandiargues, Pinget, Rochefort, Sagan, Sarraute, Sollers et Tournier.

*** Seghers.**

Dans la collection « Humour », après le « Roland Topor » de Jac-

à ne pas manquer

Guillevic par Moati

Les poètes, vous en voyez souvent à la télévision ? Alors, ne laissez pas passer cette belle occasion : « Eugène Guillevic, poète », un portrait télévisé réalisé par Serge Moati et programmé ce vendredi 28 avril, sur T.f. 1, à 21 h 55.

Moati raconte : « Nous avons cheminé avec Guillevic entre les fantômes et les craintes, parlé de son enfance douloureuse et essayé d'aller là où se fait sa poésie... » Une promenade à partager avec eux.

Queneau à la Bibliothèque nationale

Raymond Queneau est mort il y a un peu plus d'un an. Il aurait aujourd'hui soixante-quinze ans. Pour marquer cette anniversaire, la Bibliothèque nationale lui a consacré une importante exposition. Une masse impressionnante de documents a été rassemblée.

Au hasard de ce fatras, on rencontre toutes les identités de Queneau : le romancier, le poète, le traducteur, le philosophe, le scénariste, l'éditeur, le critique d'art, le comédien, l'amateur de canulars. Si vous aimez Queneau, dépêchez-vous : le rideau tombera sur l'exposition le 30 avril.



Raymond Queneau.

La Cinémathèque à Beaubourg

Depuis la disparition d'Henri Langlois, la Cinémathèque va mal. Il y a quelques mois, quatre administrateurs, dont Pierre Prévert, avaient démissionné pour protester contre un « détournement de fonds publics ».

Une bonne nouvelle, cependant : à partir du 8 mai prochain, la Cinémathèque disposera d'une nouvelle salle à l'intérieur même du Centre Beaubourg : deux cents places, cinq films par jour, de 14 h à 24 h. La programmation débutera avec un inédit de Charlie Chaplin : « l'Opinion publique ».

ques Sternberg et le « Pierre Dac » de Jacques Pessis, voici « le Canard enchaîné » de Jean Egen.

*** Les Lettres nouvelles - Maurice Nadeau.**

Le dernier ouvrage de Leonardo Sciascia publié en France : « Candido ou Un rêve fait en Sicile », traduit de l'italien par Nino Frank.

***Editions Galilée.**

Une série consacrée à Vercors. Le premier volume vient de paraître. Il rassemble trois œuvres : « 200 », « le Fer et le velours » et « le Silence de la mer ».

***Stock.**

Aujourd'hui, on choisit d'avoir ou de ne pas avoir des enfants. Sur quelles motivations ? Catherine Valabrègue tente de répondre à travers son ouvrage : « Des enfants, pourquoi ? »

***Editions - Librairies Alternatives et Parallèles.**

Le numéro 5 de la revue «Alternatives » vient de paraître. Son titre : « Désobéissance et luttes autonomes ».

*** Editions Jean-Claude Simoën.**

Deux ouvrages fascinants. D'abord « Chromo », par Roger Chomeaux : l'autobiographie d'un poète-sculpteur-musicien, artiste déroutant qui vit dans une forêt, à deux heures de Paris. Ensuite, « le Livre d'or de l'Assiette au Beurre » : les meilleures images de ce journal satirique pendant la période 1901-1906.

*** Editions du Chêne.**

« Cent Affiches de Paul Colin ». Cet ouvrage vient à point, juste au moment où s'ouvre le musée de l'Affiche. Colin a immortalisé Joséphine Baker et Damia. Entre autres.

*** Presses de la Cité.**

Un nouveau ouvrage de Bernard Pierre : « le Nil, des sources au delta ». Un livre-document de Colette Piat : « Elles... les travestis ». Et le neuvième tome du journal dicté par Georges Simenon à son magnétophone : « Tant que je suis vivant ».

***Denoël.**

« Cézanne, Zola... La fraternité du génie » : l'étude comparée de Sophie Monneret a du souffle et constitue l'un des rares ouvrages du genre. « La Billebaude » est un beau livre de conteur ; son auteur, Henri Vincenot, raconte son enfance en Bourgogne ; il signe la légende de la Bourgogne comme Pierre-Jakez Hélias a signé celle de la Bretagne.

*** Les Humanoïdes associés.**

La jeune maison d'édition fête ses trois ans d'existence. Avec un roman d'Eric Ambler : « Epitaphe pour un espion » ; et deux de Jules Verne : « l'Ile à hélice » et « les Aventures de Jean-Marie Cabidoulin ». Avec quelques albums aussi : « la Pin-up », de Marc Gabor ; cinq bandes dessinées de « Frank Margerin » en un volume ; « la Queue de la comète », de Harry Harrison ; et « les Armées du conquérant », de Jean-Pierre Dionnet et Jean-Claude Gal.

*** Le Seuil.**

Quatre livres dont on reparlera : « Droits des femmes, pouvoir des hommes », d'Odile Dhavernas, dans la collection « Libre à elles » ; « les Années orphelines, 1968-1978 », de Jean-Claude Guillebaud, dans la collection « Intervention » ; « Anti-manuel » de français, de Claude Duneton et Jean-Pierre Pagliano ; et « la France de 68 », d'Alain Delale et Gilles Ragache.

*** Grasset.**

A côté de « Siegfried 78 », de François-Régis Bastide, une mise en cause des psychanalystes par Catherine Clément : « Les fils de Freud sont fatigués » ; et l'autobiographie « politique et charnelle » de Daniel Guérin : « le Feu du sang ».

*** Editions Ramsay.**

« Le Cancer », d'Yves Roger : il a interrogé quinze spécialistes. « L'Eglise déchirée », d'Alain Woodrow : il s'interroge sur l'avenir du catholicisme. « Callas », de Pierre-Jean Rémy : il interroge le destin de la grande diva.

*** Plon.**

Une réédition : « le Roman du Nil », de Bernard Pierre. Une grande biographie : « Antonin Artaud », de Thomas Maeder.

*** Hachette.**

Le journal personnel de Jacques Chancel, écrit au jour le jour, pendant l'année 1977 : « le Temps d'un regard ». Et une nouvelle collection : « P.o.l. », où sont déjà parus « Je me souviens » ; de Georges Perec, « Album d'images de la villa Harris », d'Emmanuel Hocquard, et « Histoire cent », de Jacques Estager.

*** Gallimard.**

Les dernières livraisons de la collection l'Imaginaire : « Peter Ibbetson », de George du Maurier, « Jeunesse », de Joseph Conrad, « Fragments d'un paradis », de Jean Giono, et « Ultramarine », de Malcolm Lowry. Et un événement : « l'Enterrement du comte d'Orgaz », de Pablo Picasso, traduit de l'espagnol par Alejo Carpentier. Ce livre est enrichi de deux textes : « Toutes portes ouvertes », d'Alejo Carpentier, et « Je ne dis plus de ce que je ne dis », de Rafael Alberti.



vendredi 28 avril

T.f. 1

« Le Bon Numéro » : Jacques Fabbri dans une farce napolitaine qui brocarde le loto (20 h 30).

A. 2

Des écrivains insolites qui nous viennent du cinéma, comme Daniel Boulanger ou Michel Audiard, se confient à Bernard Pivot (21 h 30).

« Les Vitelloni » : les petits-bourgeois de province, leurs frasques, leurs déboires, immortalisés par Frederico Fellini (22 h 45).

F.r. 3

Le mystère Kennedy : troisième volet de l'enquête. Des indices mènent aux vrais coupables. Le débat qui suivra les démasquera-t-il ? (20 h 30).

samedi 29 avril

A. 2

Zola : homme assez courageux. Première partie de la fresque magistrale de Stellio Lorenzi (20 h 30).

F.r. 3

« Le Scénario », de Jean Anouilh : Daniel Gélin dans une fantaisie grinçante sur le racisme (20 h 30).

dimanche 30 avril

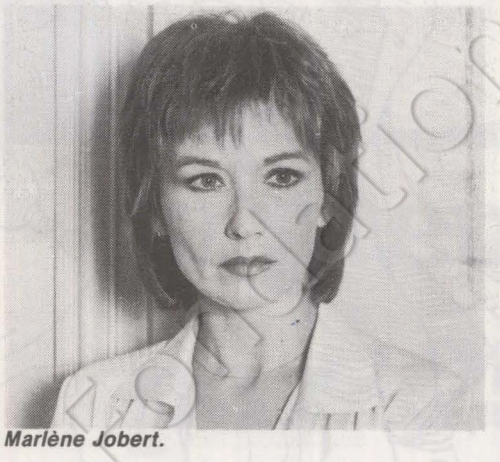
T.f. 1

« Faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages » : Françoise Rosay et Marlène Jobert, femmes-gangsters dans un film de Michel Audiard (20 h 30).

Concert : Mozart et Richard Strauss (21 h 45).

A. 2

Un homme, un jour : la guerre d'Espagne racontée par un témoin (21 h 40).



Marlène Jobert.

F.r. 3

« Le Cuirassé Potemkine » : le chef-d'œuvre d'Eisenstein, à voir et à revoir (22 h 40).

lundi 1er mai

T.f. 1

« Fantasia chez les Ploucs » : Lino Ventura et Jean Yanne aux trousses de Mireille Darc, qui dissimule des diams dans son cache-sexe. Si vous aimez le rire gras... (20 h 30).

Portrait de Jacques Dufilho, un de nos plus grands et mystérieux acteurs (22 h).

A. 2

Des écoliers pas comme les autres : l'instruction vient à l'hôpital. Une émission de Pierre Desgraupes (21 h 35).

Un petit frère pour Marie : visite aux six élèves d'une école d'Auvergne (22 h 25).

F.r. 3

« Monsieur Albert » : Philippe Noiret, escroc sans scrupules, sème le malheur (20 h 30).

France-Culture : « Salut international à Jacques Prévert », à 20 heures. Une production de l'Unesco. Une émission réalisée et présentée par notre collaborateur Jean-Paul Liégeois.

mardi 2 mai

T.f. 1

« Claudine s'en va » : dernier épisode d'un feuilleton inégal (20 h 30).

André Malraux en Haïti : son dernier grand voyage aux sources de la magie, commenté par Jean-Marie Drot (22 h 10).

A. 2

« Mai 68 dans le monde » aux Dossiers de l'écran : pour servir de thème au débat, un médiocre documentaire de Pierre Cardinal (20 h 30).

F.r. 3

« Un jour, la fête » : Michel Fugain et Pierre Sisser décrivent avec sympathie la difficulté d'être jeunes en banlieue-dortoir (20 h 30).

mercredi 3 mai

T.f. 1

Football : Anderlecht-Austria (20 h 30).

A. 2

Question de temps, magazine d'actualité (21 h 30).

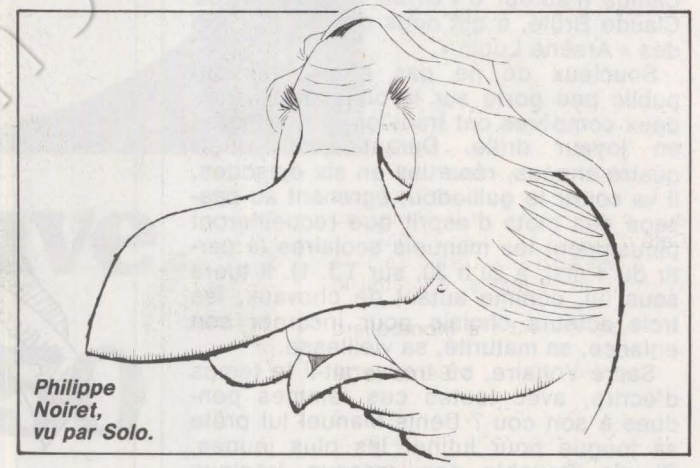
F.r. 3

« Razumov ou Sous les yeux de l'Occident » : Pierre Fresnay mêlé à des terroristes russes, une curiosité historique (20 h 30).

jeudi 4 mai

T.f. 1

« Fidélio » : opéra de Beethoven, interprété par l'Opéra de Vienne (15 h).



Philippe Noiret, vu par Solo.

Voltaire, ce diable d'homme, une facétie culturelle de Marcel Camus (20 h 30). Voir en page 34.

L'Evénement (21 h 25).

« L'Agression », de Gérard Pires : un effroyable fait divers, magistralement interprété par Jean-Louis Trintignant, Catherine Deneuve et Claude Brasseur (22 h 40).

A. 2

Emile Zola : « J'accuse », le morceau de bravoure du feuilleton de Stellio Lorenzi (20 h 35).

F.r. 3

« La Bataille d'Angleterre » : Curd Jurgens et Laurence Olivier en héros de la Seconde Guerre mondiale (20 h 30).

VOLTAIRE'S FOLLIES

Par quel mystère ce joyeux drille est-il devenu l'homme le plus célèbre de son temps ? Adressez-vous à Zadig ou à Candide plutôt qu'à la télé pour le savoir !

DE temps à autre, entre un western et un match de foot, la télé se souvient qu'elle a vocation culturelle. Vite, elle pique du nez sur le patrimoine national, en tire un nom et charge un réalisateur de tourner la biographie de l'heureux élu. Après La Fontaine et Zola, avant Rimbaud, voici que Voltaire sort de l'ombre, grâce aux bons soins de Marcel Camus (l'auteur d'« Orfeu Negro ») et de Claude Brûlé, à qui nous devons la série des « Arsène Lupin ».

Soucieux de ne pas effaroucher un public peu porté sur la philosophie, nos deux compères ont transformé leur héros en joyeur drille. Durant quatre-vingt-quatre années, réparties en six épisodes, il va courir le guilledou, égrenant au passage des mots d'esprit que recueilleront pieusement les manuels scolaires (à partir du 4 mai, à 20 h 30, sur T.f. 1). Il tuera sous lui, comme autant de chevaux, les trois acteurs choisis pour incarner son enfance, sa maturité, sa vieillesse.

Sacré Voltaire, où trouverait-il le temps d'écrire, avec toutes ces femmes pendues à son cou ? Denis Manuel lui prête sa fougue pour lutiner les plus jeunes, Claude Dauphin son masque ironique pour dérider les bas-bleus et les jupons volant par-dessus les canapés Louis XV.

Parfois la vérité historique tente d'assombrir cet allègre tableau. Tantôt le drôle reçoit, au saut du lit, une bastonnade en règle, tantôt on l'expédie à la Bastille, tantôt son impertinence le contraint à l'exil. Mais, loin de le calmer, ces avatars l'émoustillent. Il ne craint que les coliques et les feux de cheminée, comme le commun des mortels. On se demande par quel mystère il est devenu si célèbre.

Car, de son temps déjà, l'Europe se l'arrache. Ce gros pédéraste de Frédéric de Prusse (Comment ? Vous ne le saviez pas ? Tous ses grenadiers vous le diront), dispute à l'impératrice de Russie l'honneur de recevoir la visite de celui qu'ils tiennent pour « un nouveau Socrate ». L'intéressé rit sous cape et s'engraisse aux dépens des gogos. Jusqu'à Louis XV qui se fait avoir et l'engage comme historiographe ! Jusqu'à l'Académie française qui l'autorise à porter le bicorne ! Moralité : pour réussir en philosophie, il suffit d'apprendre à distraire la société.

Et Callas ? Et le chevalier de La Barre ? Notre gai luron n'a-t-il pas défendu les martyrs du dogmatisme ? Si, bien sûr, on vous en touche deux mots. Dépêchez-vous de vous instruire, cueillez au vol le titre d'un roman ou d'un conte, saluez l'apparition fugitive de Jean-Jacques Rousseau, dont Voltaire dit : « Celui-là, j'aurais dû m'en méfier », et refermez la parenthèse culturelle. De nouvelles facéties vous attendent.



Vous dérideront-elles ? J'en doute. Elles sentent le musée Grévin. Voltaire a beau grimacer, il ne vaut pas de Funès. Vraiment, il leur en fallait peu, au XVIIIe siècle ! Et l'écran s'éteint sur votre déception. Pour la chasser : un seul remède, la lecture.

Adressez-vous à Zadig, à Candide, à l'Ingénu, ce sont des gens qui tiennent leurs promesses. Certes, ils ont pour auteur un certain Voltaire ; mais, rassurez-vous, ce n'est pas celui de la télé.

GABRIELLE ROLIN

Les prix les plus bas:

DARTY

la preuve par 250 grandes marques

TV. ELECTROMENAGER. HI-FI.

Coll. Fondation Jean Jaurès



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers.
L'héritage des bons vivants.